

juillet /  
décembre  
2009  
N°9



# Lettre de l' AISLF

Association Internationale des Sociologues de Langue Française

## Éditorial

Saint-Louis, Dakar, et aujourd'hui Brazzaville, trois villes, trois universités d'Afrique noire qui, durant les dernières années, avec la collaboration de l'AISLF, ont organisé d'importants colloques internationaux de sociologie, en accueillant simultanément le Bureau de l'Association. Trois moments qui témoignent de la continuité de notre action et de la vitalité de la sociologie africaine. Une sociologie qui doit démêler des mutations exceptionnellement rapides, des formes relationnelles originales, des temporalités croisées, des écarts représentationnels vertigineux. Une sociologie qui, malgré des ressources restreintes et malgré les tensions qui traversent ses objets d'étude, doit construire son autonomie afin d'alimenter l'indispensable réflexivité publique exigée par la participation de tous à l'élaboration permanente des régulations sociales.

## Sommaire

Éditorial	1
Activités du Bureau	2
Activités des CR et GT	9
Dossier : Réseau doctoral international AISLF/AUF	15
Ouvertures	25

L'AISLF, comme organisation internationale de sociologues, doit aussi adapter son action au nouveau cours mondial des choses. Nous avons choisi, d'entente avec l'AUF (Agence universitaire de la francophonie), d'intervenir sur le moment de la formation sociologique le plus directement en relation avec les dynamismes qui travaillent les sciences sociales, c'est-à-dire sur la formation doctorale. Dans une situation internationale multipolaire, qui favorise des déplacements diversifiés, dans un processus de mondialisation qui à la fois privilégie l'anglais mais valorise aussi la pluralité des langues et des cultures, nous nous sommes orientés vers une tentative de structuration d'un espace international de formation doctoral francophone, nécessairement ouvert aussi à d'autres langues. Un Réseau francophone international d'Écoles doctorales de sociologie/sciences sociales a été mis sur pied et six sessions de formation sont déjà programmées. L'idéal serait que cette dimension d'internationalisation devienne un aspect commun de l'offre de formation des Écoles doctorales. Le développement en parallèle de relations avec des disciplines voisines, notamment avec la démographie, devrait mettre en valeur nos préoccupations transversales communes et le dialogue interdisciplinaire.

Cette *Lettre* n° 9 témoigne du dynamisme de l'AISLF, de la vitalité de ses CR/GT, du renforcement et de la reconnaissance de notre revue *SociologieS*. Fêter notre cinquantenaire ne signifiait pas nous endormir sur nos lauriers mais repartir vers des horizons dont nous acceptons la part d'incertitude, un thème que notre prochain Congrès de Rabat, en 2012, se chargera d'explorer.

André Petitat

## Activités du Bureau

### Décisions du Bureau à Mohammedia, Maroc, juin 2009

#### Prochaines réunions du Bureau

\* **Montréal, Qc, Canada, 10 et 11 octobre 2009**, précédée d'un colloque les 8 et 9 octobre sur « Les jeunes et le travail. Perspectives internationales »

\* **Brazzaville, Congo : 19 et 20 février 2010**, précédée d'un colloque les 16 et 17 février et d'une journée de cours

\* **Braga, Portugal** : prévue en septembre 2010

Le Bureau apportera son soutien à deux autres colloques :

\* **Rome, juin 2010** : dates précises à fixer. Thème « Les discours des sciences sociales sur l'Europe. Un bilan critique ». Avec l'Association italienne de sociologie (AIS)

\* **Canton, Chine, novembre 2010** : thème à préciser.

#### Bilan financier 2008

Se décompose en deux : le bilan du fonctionnement général, avec une perte structurelle, et le bilan du Congrès, avec un excédent. Cet excédent est la condition *sine qua non* de la survie de l'association.

Depuis trois ans, augmentation régulière des cotisations, ce qui est un motif de satisfaction, mais ne suffit toujours pas à assurer le maintien à long terme du fonctionnement de notre association à son niveau actuel. À défaut de ressources supplémentaires, les années futures seront encore déficitaires. Le fond de roulement actuel permettra de supporter 3 ans de perte.

#### Revue *Sociologies*

\* Un avis de parution amélioré est diffusé désormais à chaque livraison.

\* Le nombre des articles reçus a dépassé la barre symbolique des 100

\* Une dizaine de dossiers en préparation, qui aboutiront entre 2009 et 2011

\* Mise sur pied d'un groupe de réflexion sur une procédure d'échange de textes/traduction avec des revues non francophones : C. Lalive d'Épinay (animateur), Mard-Henry Soulet, Imed Melliti, Daniel Mercure, Vittorio Cotesta

\* Un dossier va être envoyé à l'AERES (<http://www.aeres-evaluation.fr/>) en France, qui remet à plat sa procédure. La place de notre revue dans le paysage scientifique en dépend

\* AG 2009 de revues.org, portail de revues francophones en ligne qui accueille *Sociologies* : ce portail connaît un fort développement et lance une série d'appel auxquels nous ne pouvons pas toujours répondre

\* Une réunion du Comité de rédaction aura lieu à l'automne 2009 à Paris

#### Préparation du Congrès 2012

\* **Les dates précises** : ce sera **du 2 au 7 juillet**

\* Didier Vrancken s'est rendu au Maroc en février 2009 et a rencontré les partenaires institutionnels

\* **Lieu** : le Congrès se tiendra à l'**École Mohammedia des Ingénieurs de Rabat-Agdal**. Bien située, l'École permettra d'assurer la complète unité de lieu si essentielle au bon déroulement de nos congrès (salle de conférence de 1000 places, plus de 60 salles de cours, 11 amphis, 11 salles polyvalentes équipées en vidéo, plusieurs salles d'ordinateur, cafeteria). Enfin, elle dispose de chambres pouvant accueillir plusieurs centaines de personnes

\* **Un comité local d'organisation** est en cours de constitution à côté du comité scientifique

\* **La convention** est signée le 29 juin 2009 au Ministère de l'Enseignement supérieur

\* **Thème** : consultation tant auprès des membres du Bureau que des responsables de CR et GT à partir de février 2009.

Après synthèse et discussion, définition d'une orientation générale, mise en évidence des thèmes et sous-thèmes porteurs, que le vice-président rédigera et diffusera avant la prochaine réunion du Bureau.

Après une nouvelle navette, l'argumentaire définitif sera rédigé et présenté aux responsables de CR et GT lors d'une réunion prévue début 2010.

### Candidatures nouveaux membres

Ont été acceptées les candidatures de 33 nouveaux membres (21 hommes et 12 femmes), de provenance géographique très variée : 11 de France, 4 du Canada, 3 d'Italie, 2 du Maroc, 2 de Suisse et un de chacun des pays suivants : Belgique, Haïti, Mexique, Tunisie, Finlande, Lybie, République démocratique du Congo, Brésil, Allemagne, Burundi, Gabon.

### Relations internationales

\* **Sessions de l' AISLF au Congrès de l' AIS/ISA à Göteborg en juillet 2010.** Un appel à idées a été diffusé. É. Tiryakian se charge de l'organisation de ces sessions avec M. Legrand.

\* **ISSC de l' UNESCO et Institut international de sociologie.** M. Hirschhorn suit les dossiers et voit si on peut rendre ces collaborations plus actives.

\* Création récente d'une **Association Belge Francophone de Sociologie et Anthropologie**, avec laquelle des contacts seront noués.

\* Compte rendu du Congrès de **l' Association française de sociologie**

\* Compte rendu des contacts pris par V. Cotesta avec le responsable des relations internationales de **l' Association italienne de sociologie (AIS)**. Nombreux projets à finaliser

\* Offre de collaborations multiples de la part de **l' Association internationale des démographes de langue française (AIDELF)** : invitation des membres de l' AISLF à participer à son 16ème Colloque international à Genève du 21 au 24 juin 2010. Thème général : « Relations inter-générationnelles » (voir : <http://www.aidelf.ined.fr/>) ; proposition de co-organisation d'une séance au Congrès de Rabat en 2012 ; organisation d'un atelier conjoint en 2011 (environ 50 personnes) ; constitution d'un petit groupe de membres de chaque association, chargé de préparer un projet d'ici la fin de l'année 2009. Ces propositions sont acceptées.

\* L'évaluation des activités scientifiques d'enseignement et de recherche se densifie dans tous les pays. L'AERES en France est devenue en quelques années une référence importante (<http://www.aeres-evaluation.fr>). L'Union Européenne se met aussi de la partie. Notre Association doit se doter d'une politique et se

faire entendre. Un groupe de travail prospectif est constitué.

### Les CR et GT

\* Le GT 19 *Sociologie de l'action sociale* a fait parvenir un dossier de demande de passage en CR. Les conditions étant remplies, le passage est accepté. Il devient le **CR 34** et s'intitulera désormais **Intervention et politiques sociales**

\* Demande de création d'un nouveau GT *Société globale, cosmopolitisme et droits humains*. Dossier encore incomplet. Principe de création accepté sous réserve de compléments

\* Pages Internet des CR et GT : peu nombreuses et peu entretenues. Mettre en place des pages d'entrée pour chaque CR ou GT identiques (présentation de la thématique, liste des responsables puis les activités et les projets).

### Réseau d'Écoles doctorales francophones et partenariat avec l'AUF

Projet de constitution d'un réseau international d'Écoles doctorales francophones, en collaboration avec l'AUF. Soutien de l'Agence : secrétariat, bourses doctorales et mise à disposition de son Campus virtuel.



Environ 15 ED ont été contactées. Réponses favorables de la part de plusieurs en Suisse, Belgique, Québec. Des problèmes avec la France, mais des réponses positives cependant. Intérêt manifesté par 8 ou 10 ED du Sud en voie de constitution.

Première action sous la forme d'une Université doctorale d'été en 2010 à l'Université de Lausanne, avec l'appui du Programme doctoral romand de sociologie. Puis une ou deux sessions internationales chaque année, et mise en œuvre d'un site Internet (voir le Dossier de cette *Lettre*).

### Lettre de l'Aislf

\* La **Lettre n°8** sera diffusée dans le courant de la semaine à venir

\* Une **Lettre n°8bis** est prévue ; consacrée elle aussi au cinquantenaire de l'AISLF, elle sera diffusée rapidement

\* La **Lettre n°9** paraîtra en décembre 2009. Son dossier sera consacré au réseau d'écoles doctorales francophones et la rubrique « Ouvertures » à « Sociologie et Francophonie au Congo »

\* La **Lettre n°10** sera datée de janvier-juin 2010. Au dossier : le thème du Congrès. Rubrique « Ouvertures » : Sociologie et Francophonie au Maroc puisque le Congrès aura lieu au Maroc.

### Questions diverses

\* Publication des Actes du Congrès d'Istanbul : en cours. L'éditeur en sera les Presses de l'université Laval (PUL) dans la collection dirigée par Daniel Mercure.

\* Publication des Actes du Colloque de Dakar en avril 2007 : acceptée par les éditions Karthala. Parution prévue en novembre ou décembre 2009.

\* Décision de créer une sous-rubrique « Sites de débat sur la politique de l'enseignement et de la recherche » dans la rubrique « Liens » de notre site.

**Odile Saint Raymond**

## Compte rendu du colloque de Mohammedia, Maroc, 24-25 juin 2009

L'Université Hassan II Mohammédia, Casablanca, au Maroc, en collaboration avec l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF), le Centre Jacques Berque, Rabat, Maroc et avec le soutien et le partenariat de la Foundation Konrad Adenauer, a organisé les 24 et 25 Juin 2009 à Mohammédia au Maroc un colloque international autour du thème **«Les faits et les effets de la mondialisation. La Sociologie et ses frontières»**.

La pertinence du choix de ce thème est due au fait que la mondialisation a fait émerger des phénomènes sociaux nouveaux, qui se sont imposés à l'investigation des sociologues. La mobilité transnationale des personnes, la circulation des idées, la flexibilité des frontières

culturelles ainsi que l'ouverture de l'espace médiatique à travers les satellites s'accompagnent de nouvelles dynamiques et de phénomènes sociaux qui interpellent l'analyse sociologique et font appel au renouvellement des approches, des théories et des dispositifs conceptuels.

La sociologie comme science vouée à expliquer et comprendre les faits et les rapports sociaux, les institutions et les comportements humains au sein des sociétés, a conçu et développé des théories et des méthodes pour saisir la logique du social circonscrite par les limites de chaque société donnée. La première mise à l'épreuve du dispositif conceptuel et méthodologique de la sociologie fut la rencontre avec des sociétés et des cultures différentes, porteuses des faits sociaux qui résistent à être appréhendés seulement par le biais des règles d'une seule méthode ou d'une construction structurelle fermée. Cette rencontre a poussé la sociologie à atteindre ses frontières pour aboutir à une bifurcation avec d'autres disciplines, l'ethnologie et l'anthropologie, conceptuellement mieux outillées pour étudier la différence. Cette bifurcation a créé un nouvel espace d'investigation de la sociologie pour répondre aux dynamiques des sociétés non occidentales.

Aujourd'hui, la mondialisation a généré des paradoxes, voire des antinomies, qui résistent à être appréhendés par le dispositif des théories sociologiques classiques. Ces paradoxes se reflètent dans un certain nombre de phénomènes : une tendance à l'homogénéisation des cultures se croise avec la montée des particularismes culturels ; les revendications des identités transnationales côtoient les replis identitaires ; une société civile agissant au niveau local émerge avec une autre qui revendique une existence transnationale ; une religion propre à une aire culturelle se retrouve avec son expression transnationale ; une économie formelle coexiste avec une économie informelle qui œuvre au-delà des frontières, un monde social visible avec un autre invisible et souterrain. Tout ceci représente des phénomènes antinomiques dont il faudrait comprendre les logiques. La sociologie se trouve ainsi interpellée pour renouveler ses approches et affiner ses analyses en s'ouvrant sur d'autres disciplines : anthropologie, économie, histoire, science politique, psychologie....



Tout en interpellant l'apport des espaces interstitiels entre les disciplines et leur portée à comprendre et expliquer ces nouveaux faits et effets de la mondialisation, le colloque a été l'occasion d'une réflexion sur les faits sociaux qui émergent dans ces espaces interrelationnels et transnationaux, se situant au delà des frontières des sociétés.

Le colloque a ainsi offert aux chercheurs l'opportunité de questionner les paradigmes conceptuels et théoriques de la sociologie en rapport avec l'émergence de phénomènes liés à la mondialisation et en rapport avec les autres disciplines.

Le colloque a connu la participation d'une cinquantaine de chercheurs intervenants qui ont présenté leurs contributions autour des axes suivants :

- Les paradigmes sociologiques en question
- Perspectives de théories sociologiques
- Théories et paradigmes: les faits de la globalisation
- Le local et le global: effets de la globalisation
- Religion, villes et espaces frontaliers
- Méthodes et enquêtes
- La migration et le transnational
- Le virtuel, les médias et la globalisation
- Regards sur les identités religieuses
- Acteurs économiques et mondialisation.

Ce colloque a, par ailleurs, constitué l'occasion d'échange entre les chercheurs AISLF et les chercheurs marocains de langue française.

Les actes du colloque sont en cours de préparation pour la publication.

**Rahma Bourqia**  
[r.bourqia@univhm2.ac.ma](mailto:r.bourqia@univhm2.ac.ma)



## Décisions du Bureau à Montréal, Qc, Canada, octobre 2009

### Nouvelles candidatures

Sont examinées et adoptées les candidatures de 7 nouveaux membres : 3 hommes et 4 femmes venant du Canada (2), de France (4) et du Togo (1).

### Prochaines réunions et colloques du Bureau

\* **Brazzaville, Congo, février 2010** : appel à communication prêt. Thème : « Sociologie des mutations, mutations des sociétés ». Colloque le mardi 16 après-midi, le 17 et le 18 février - Journée de cours le vendredi 19 - Réunion du Bureau le samedi 20 et le dimanche 21. Le schéma général du colloque est fixé.

\* **Rome, printemps 2010** : colloque sans réunion du Bureau, du 3 au 5 juin. Thème : « Discours des sciences sociales sur l'Europe ». Organisé en collaboration avec l'Association italienne de sociologie (AIS).

\* **Canton, Chine, automne 2010** : la date de cette manifestation envisagée initialement en 2011 est avancée. Elle se tiendra durant **en octobre 2010**. Il s'agit d'une manifestation importante du point de vue politique et pour la visibilité de la recherche francophone en Chine. Le thème est à préciser avec le GT 17.

\* **Rhodes, printemps 2011** : Colloque avec réunion du Bureau, fin mai ou début juin. Il sera organisé avec le Département Éducation de l'université de la Mer Égée. Thème : « Rapports humains et NTIC, l'ère des redéfinitions ».

\* À **l'automne 2011**, colloque avec réunion du Bureau à **Nancy** en France.

\* **Braga, printemps 2012**. Cette rencontre, initialement prévue en 2011, a été repoussée pour permettre à celle de Canton de se tenir. Thème du colloque : « La crise de(s) socialisation(s) ». Il sera organisé avec les CR 07, 08 et 32 et sera bilingue avec traduction simultanée.

\* Proposition de colloque **dans les Balkans** (W. Dressler), sans réunion du Bureau. Thème à préciser. Se tiendra à Tirana en Albanie et/ou à Ohrid en Macédoine, **fin 2010 ou en 2011**.

## **Réseau d'écoles doctorales francophones et partenariat avec l'AUF (RéDoc AISLF/AUF)**

Pré-réunion de ce réseau à Montréal le 7 octobre (représentants de l'université Laval, de l'UQAM, de l'université de Montréal et de l'université d'Ottawa). L'Université de Montréal s'est proposée pour organiser une manifestation en 2011 en collaboration avec d'autres universités québécoises.

Première réunion plénière prévue à Paris le 30 octobre. Une douzaine d'ED seront présentes ou représentées. Au fur et à mesure que le projet se consolidera, d'autres ED seront progressivement intégrées.

Financement de l'AUF acquis dès réception du projet au mois de juin dernier ; il servira à financer le secrétariat et le site. Dix bourses par ailleurs promises pour des doctorants des pays du Sud. Site Internet opérationnel à la fin du mois de novembre. Il est hébergé par l'UNIL et l'entretien en est assuré à moyen terme. L'École d'été de Lausanne, du 21 au 24 juin 2010 constituera la première session internationale du RéDoc. Soutien de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'UNIL acquis ainsi que celui de la Conférence universitaire de Suisse occidentale qui alimente le Programme doctoral romand de sociologie. Si le projet est prolongé par un programme sur les années suivantes, cela permettra de signer une convention pour trois ans et de pérenniser le projet (voir le Dossier de cette *Lettre*).

### **CR et GT**

\* La présentation des CR et des GT sur le site reste à faire.

\* Une demande de création d'un GT sur les curricula est arrivée : voir avec le CR 07 la pertinence de cette proposition

\* Les activités des CR et GT pour 2010 sont foisonnantes

### **La Lettre de l'Aislf**

\* Comme prévu, un numéro 8bis est en route.

\* *Lettre* n°9 : à paraître fin décembre 2009. Des textes sont arrivés, d'autres sont attendus.

\* Les sommaires prévisionnels des deux prochaines *Lettres* sont mis au point

\* À prévoir : *Lettre* n°11 (juillet-décembre 2010) : rubrique « Ouvertures » consacrée à « Sociologie et Francophonie en Chine » (rencontre de Canton). Thème du dossier à décider.

## **Revue SociologieS**

\* Livraison prête avec trois textes dans la rubrique « Théories et recherches », deux en « Découvertes/Redécouvertes » et un dossier sur « Engagement citoyen » piloté par Anna Krasteva et Antony Todorov.

\* Documents de présentation des livraisons améliorés avec un lien direct vers l'article en ligne à partir du nom des auteurs

\* Dossier renvoyé à l'AERES qui évalue les revues en France, en vue du classement de la revue au moins en catégorie B (revues qui comptent pour l'évaluation des enseignants-chercheurs).

\* Convocation du Comité de rédaction en deux temps :

1. à Montréal le 6 octobre avec les Québécois

2. à Paris le 6 novembre avec les autres membres du Comité

La réunion de Montréal a permis de constater l'importance de la revue dans l'espace québécois ; des propositions ont été faites.

## **Relations internationales**

\* **Sessions de l'AISLF au Congrès de l'AIS à Göteborg en juillet 2010** : Monique Legrand a repris le dossier. Des propositions sont arrivées et des participations sollicitées. Deux sessions prévues sur le thème « Les débats actuels en sociologie francophone ».

\* **Organisation internationale de la Francophonie (OIF)** : rapport d'activité envoyé au mois de juillet. Un rendez-vous est prévu pour discuter des nouvelles conditions de notre collaboration.

\* **Association internationale des démographes de langue française (AIDELF)** : rappel : participations croisées aux manifestations, et constitution d'un noyau de quelques personnes qui prépareront la participation de l'AIDELF à notre Congrès de Rabat. J. Charbonneau et D. Mercure ont pris en charge ce dossier :

- préparation d'une manifestation conjointe en 2011 autour d'« Approches biographiques » avec des gens qui travaillent en méthodes quantitatives. Élargir le groupe de contact à des non-québécois membres des CR et GT ayant manifesté leur intérêt pour une collaboration avec l'AIDELF.

- en mai 2010, session sur « Relations intergénérationnelles » organisée par des membres du CR 08 au Congrès de l'ACSALF.

### Questions diverses

\* Réfléchir à une plus grande ouverture de notre Association envers les doctorants (revue, etc).

\* Réfléchir à une augmentation du rythme de nos grandes manifestations. À cette occasion, revenir vers les pays fondateurs de l'Association pour minimiser les coûts. Réfléchir également à organiser des manifestations conjointes avec les autres associations internationales comme l'AES.

\* Réseau professionnel : rencontre au sommet entre AUF et AISLF (janvier 2007), première réunion des responsables AISLF de filières de sociologie francophones à Dakar, en avril de la même année. Consensus en faveur de la création d'un réseau institutionnel permanent de responsables de formation sociologique à l'AUF. La *Lettre de l'Aislf* n°4 présente ce projet et résume cette réunion. Seconde réunion à Istanbul en juillet 2008, pour l'essentiel tournée vers l'évocation de projets qui pourraient faire l'objet d'un partenariat avec l'AUF. De nombreux thèmes possibles ont été évoqués. Ces réunions ont rassemblé au total 55 personnes, ce qui témoigne de la mobilisation importante que cette question a entraînée. Finalement, l'AUF n'a pas retenu cette solution, qui ne correspond plus à sa stratégie de développement actuelle. Reprendre contact avec les personnes et les filières intéressées à partir du CR 16.

### Préparation du thème du Congrès 2012

\* Mise en circulation avant la réunion d'un texte de synthèse des discussions de Mohammedia, prenant en compte la demande de l'AIDELF et de conférenciers que l'on n'entend guère à l'AISLF. La question de l'incertitude semble soulever l'enthousiasme, malgré un certain européocentrisme.

\* À l'issue du débat qui s'engage, proposition d'une première formulation du titre (« Mondes incertains ») et d'une structuration en trois axes qui font eux-mêmes débat. Un accord se dégage finalement autour du titre « **Penser l'incertain** » et de trois axes encore à confirmer. Un argumentaire définitif va être rédigé et, après d'ultimes navettes, il sera mis en circulation officiellement vers le mois de décembre ou de janvier.

\* Une réunion avec les responsables des CR et des GT pour en discuter est prévue à Paris (salle à trouver aux Saints Pères) le 20 mars entre 11h et 16h.

**Odile Saint Raymond**

## Compte rendu du colloque de Montréal, Qc, Canada, 7-8 octobre 2009

Ce colloque international sur « Les jeunes et le travail : perspectives internationales » a été co-organisé par deux comités de recherche de l'AISLF (CR28 *Sociologie de la jeunesse* et CR 15 *Sociologie du travail*), l'Observatoire Jeunes et Société et le Centre Urbanisation Culture et Société de l'INRS, qui l'a accueilli dans ses locaux de Montréal. L'organisation du colloque a reçu l'appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, du Secrétariat à la jeunesse du Gouvernement du Québec, de l'Association universitaire de la francophonie et de l'INRS.



Conçu dans une perspective interdisciplinaire et internationale, ce colloque, qui a réuni 90 participants, proposait une lecture de la question du travail chez les jeunes afin de discuter de l'expérience des nouvelles générations qui entrent sur le marché du travail et de comparer les situations des différents pays étudiés.

Afin d'atteindre ces objectifs, la voie privilégiée par les organisateurs du colloque a été de sélectionner des conférenciers qui possèdent une longue expérience de recherche empirique et qui pouvaient présenter des études de cas, des analyses ou des réflexions sur les quatre principaux thèmes du colloque, soit :

1) le marché du travail des jeunes dans différents contextes nationaux ;



- 2) l'effet de la conjoncture et des transformations structurelles du marché du travail sur le processus d'insertion professionnelle des jeunes ;
- 3) les expériences vécues et les représentations du travail chez les jeunes ;
- 4) les jeunes et l'action collective au travail

Après une conférence d'ouverture présentée par Daniel Mercure (Université Laval, Canada) et portant sur « les transformations récentes du monde du travail », quatorze communications ont permis de comprendre et comparer le rapport des jeunes au travail au Québec et, plus largement au Canada, en France, en Italie, en Belgique, en Suisse, en Tunisie, au Maroc, au Brésil et en Chine.

Les communications ont rappelé l'importance de tenir compte des dimensions culturelles dans l'analyse du rapport au travail des jeunes et d'éviter de ramener la problématique du travail chez les jeunes à un cas de figure unique. Dans cette perspective, les modes d'insertion professionnelle et le rapport au travail des jeunes ne peuvent être analysés et comparés qu'à condition d'être mis en contexte par rapport aux espaces culturels et sociaux spécifiques qui leur donnent sens et qui concernent tout autant le développement économique, l'organisation du travail ou les relations professionnelles.

Les interventions faites au cours du colloque ont encore nourri le questionnement sur la catégorie même de la « jeunesse ». Il existe un certain consensus autour de l'idée que la jeunesse possède une propriété commune, l'âge, et celui-ci est fortement corrélé à certains aspects de l'emploi. Mais le fait d'avoir le même âge n'a pas le même sens pour les jeunes de tous les pays, et à l'intérieur d'un pays, pour tous les groupes sociaux ou pour les jeunes n'ayant pas le même parcours scolaire. De plus,

certaines idées reçues, comme celle sur leur supposé « désengagement à l'égard du travail », tiennent rarement la route devant les constats des enquêtes empiriques. L'analyse des pratiques dans divers contextes nationaux produit une image relativement éclatée des jeunes d'aujourd'hui qui se distinguent par leur mode de vie, leur origine sociale et leur rapport au travail.

En plus des quatre sessions thématiques, une table ronde, présidée par Madeleine Gauthier (INRS, Canada) a été l'occasion d'entendre les réactions et commentaires aux propos savants des conférenciers de jeunes engagés socialement et actifs dans différentes associations.

Le colloque a aussi offert aux jeunes chercheurs la possibilité de présenter leurs travaux sous le format d'affiches scientifiques et d'en discuter avec les participants au colloque ; l'un des objectifs du colloque étant précisément de faire le pont entre les préoccupations de recherche des jeunes chercheurs et celles des autres participants au colloque. Celui-ci a, en effet, permis des échanges très soutenus entre les participants tout au long des deux jours.

Il s'est terminé par une conférence de clôture, prononcée par Guy Bajoit, sur le thème des « modèles culturels et du sens du travail chez les jeunes », qui a elle-même été suivie d'échanges

passionnés.

Les actes du colloque seront publiés sous la direction de Daniel Mercure et Mircea Vultur dans la Collection « Sociologie contemporaine » aux Presses de l'Université Laval.

**Johanne Charbonneau**  
<[Johanne.Charbonneau@ucs.inrs.ca](mailto:Johanne.Charbonneau@ucs.inrs.ca)>  
**Mircea Vultur**  
<[mircea.vultur@ucs.inrs.ca](mailto:mircea.vultur@ucs.inrs.ca)>



## ■ Activités des CR et des GT

### Colloques organisés par les CR et les GT au premier semestre 2009

#### Reconnaissance, Reliance et Transactions 22 et 23 janvier 2009, Strasbourg, France

Au-delà des péripéties et des opportunités d'échanges informels qui fondent la richesse mémorielle des colloques, cette manifestation scientifique a été un joli moment de la recherche en sciences sociales et a parfaitement rempli les objectifs qu'elle s'était assignés. Tout d'abord, une sélection rigoureuse des communications a permis de mettre en place des ateliers au cours desquels les temps de présentation étaient conséquents et les échanges avec l'auditoire nourris et vigoureux. Ensuite, un véritable espace de confrontation entre chercheurs chevronnés, jeunes universitaires, post-doctorants et thésards. Enfin, un hommage émouvant à Maurice Blanc qui, au moment d'une retraite singulièrement dynamique, s'inscrit bien moins sous la forme d'un bilan que d'une projection quant à son implication dans des recherches nourries par une réflexion vivace et vivifiante autour des lectures et usages possibles de la transaction sociale.

Les travaux présentés ont permis d'apporter des regards précieux autour des questions multiples telles que la participation et la démocratie locale, la gouvernance urbaine, la mixité sociale, l'aménagement et le développement régional, le développement durable, les coopérations transfrontalière et décentralisée, la formation continue et les nouveaux métiers de l'urbain et du lien social, l'apprentissage de la citoyenneté. Les concepts de reconnaissance, reliance et

transaction, éclairés théoriquement lors de la première demi-journée par des apports pluridisciplinaires (sociologie, anthropologie, épistémologie, psychologie, etc.), ont ensuite servi de fils conducteurs sur une trame thématique qui organisait les séances plénières et les ateliers. De façon plus originale, cet événement scientifique a permis aussi de porter un regard utile sur les méthodes et méthodologies utilisées dans le cadre des enquêtes présentées, autorisant *in fine* une discussion sur les opportunités et les limites rencontrées.

La richesse des échanges, des introductions jusqu'aux synthèses, a permis aux organisateurs d'initier une publication des actes – après une sélection supplémentaire des « papiers » – sous la forme de trois volumes publiés chez l'éditeur Peter Lang, dont la parution commencée en 2009 (Hamman, P. & Blanc, C., *Sociologie du développement durable urbain*, coll. EcoPolis) s'échelonne au fil des mois à venir.

**Christophe Gibout**  
<[christophe.gibout@univ-poitiers.fr](mailto:christophe.gibout@univ-poitiers.fr)>

#### Vivre le vieillir : des lieux, des mots, des actes 11, 12 et 13 mars 2009, Toulouse, France

Ce colloque, organisé sous la responsabilité scientifique de Monique Membrado et Alice Rouyer (LISST-Cieu), a donné lieu à la présentation de 68 communications réparties en plénières, tables rondes et ateliers, parmi lesquelles une quarantaine ont été mises en ligne sur le site du colloque <http://w3.cieu.univ-tlse2.fr/colloque-vivre-veillir/>. Des sollicitations pour des publications dans des revues nationales ou étrangères sont en cours.

Cette manifestation internationale et pluridisciplinaire se donnait pour objectifs de rassembler tant des acteurs du champ scientifique que des professionnels et institutionnels de terrain, autour de la problématique centrale pour nos sociétés contemporaines du processus et des expériences du vieillissement. Le colloque a réuni 180 participants, dont de nombreux intervenants de pays étrangers. Ont été

représentés le Canada, la Belgique, la Suisse, le Luxembourg, le Pays de Galles, la Tunisie, la Roumanie, l'Irlande, l'Angleterre, le Mexique. L'originalité et le point fort de ce colloque aura été la rencontre interdisciplinaire autour des expériences du vieillir, rarement convoquée jusqu'à présent.

Le projet qui nous occupait était d'abord de construire ensemble une réflexion sur la dernière partie du parcours de vie, mais avec l'impérieuse nécessité de ne pas séparer cette réflexion de l'ensemble de la trajectoire existentielle.

Les communications de ces trois journées scientifiques se sont déroulées autour de trois axes thématiques : les lieux, les mots, les actes, donnant lieu à l'exploration de l'expérience et de la poétique du vieillir à partir de l'analyse de récits d'écrivains ; à la restitution des modes d'accommodation et de travail identitaire au grand âge ; enfin des communications ont porté sur les modes d'habiter des aîné-e-s, et de leur prise en compte par les politiques publiques. Cette confrontation entre chercheurs venus d'horizons disciplinaires différents, ces échanges et ces efforts d'acculturation, se sont avérés d'une grande richesse et d'une grande convivialité. Ce colloque a bien été l'occasion de réunir ce que l'histoire institutionnelle des disciplines a séparé et de partager quelque chose qui relève de l'universel ; les expériences du vieillissement nous semblent pouvoir fédérer ces intérêts multiples et contribuer à la fécondation mutuelle des diverses disciplines.

**Monique Membrado**  
<[membrado@univ-tlse2.fr](mailto:membrado@univ-tlse2.fr)>

**Les interactions entre mobilités  
quotidienne et résidentielle à l'épreuve  
des nouvelles pratiques sociales**  
26, 27 et 28 mars 2009, Luxembourg

Il s'agissait du 9<sup>e</sup> colloque du groupe de travail *Mobilités Spatiales et Fluidité Sociale* de l'AISLF (GT23), organisé cette année par le CEPS/INSTEAD.

**Bilan**

Au terme de l'appel à communication, 36 propositions ont été reçues, émanant de 53 auteurs et co-auteurs, provenant de 8 pays

différents (France, Belgique, Suisse, Canada/Québec, Turquie, Maroc, Algérie et Tunisie) et de 9 disciplines (sociologie, géographie, économie des transports, architecture/urbanisme, sciences de l'ingénieur, gestion, psychologie, aménagement et mathématiques). 70 participants ont pu entendre et commenter les 14 propositions finalement retenues. Même si une majorité de sociologues (6) et de géographes (4) ont pu effectivement s'exprimer, la pluridisciplinarité était une nouvelle fois au rendez-vous du colloque du GT23.

**Résumé**

Ce 9<sup>e</sup> colloque s'est intéressé à une thématique souvent effleurée dans les éditions précédentes, à savoir celle des interactions entre mobilités quotidienne et résidentielle. Le succès rencontré par l'appel à communication ainsi que la très bonne qualité des communications ont démontré que ce thème méritait un colloque à part entière.

La transition urbaine avait marqué l'avènement et l'hégémonie de la ville motorisée aux dépens des autres modes de transport. Les évolutions récentes, tant du contexte économique que des pratiques sociales, et leurs conséquences environnementales mettent aujourd'hui en doute la durabilité de ces systèmes métropolitains étalés qui combinent une mosaïque d'espaces socialement ségrégués, fonctionnellement spécialisés, où dominent les déplacements automobiles.

Résidant dans ces espaces éclatés, l'individu, face à son programme d'activités, éprouve alors un dilemme grandissant entre, d'une part, des logements de plus en plus chers, l'entraînant souvent à s'établir loin des zones de centralité et, d'autre part, des coûts de transport dont l'augmentation récente ne devrait pas se démentir dans les prochaines décennies. De ce fait, les arbitrages entre mobilité quotidienne et mobilité résidentielle entrent désormais dans une zone d'incertitude. En effet, alors que, pendant des années, *l'homo-mobilis* a trouvé dans l'automobile la prothèse idéale de sa mobilité généralisée, son utilisation s'avère aujourd'hui de moins en moins satisfaisante (plafonnement des vitesses, congestion urbaine), voire culpabilisante (nuisances environnementales), et, dans tous les cas, de plus en plus onéreuse. Les espaces de vie des



individus, notamment des périurbains, se trouvent ainsi de plus en plus sous tensions, ce qui suppose l'élaboration de stratégies d'adaptation, notamment comportementales, dont les modalités ne sont pas encore bien identifiées.

Les 5 ateliers ont permis d'aborder ces questions sous différents angle de vue :

- *L'évolution des structures familiales*

Le dénominateur commun des recherches présentées repose sur la situation précaire des personnes étudiées. Cette fragilité sociale est souvent économique, mais s'accompagne aussi de stigmates sociaux et géographiques d'ordre symboliques, comme le fait de résider dans des zones urbaines sensibles. Les auteurs de ces recherches ont montré l'incidence de cette vulnérabilité/précarité sur les mobilités quotidiennes et résidentielles. Enfin, la question familiale fut traitée de façon très différente d'une communication

à l'autre, ce qui fit la richesse de cet atelier. On y montra l'importance que revêt l'articulation entre vie familiale et



vie sociale dans les mobilités des familles monoparentales, l'importance de la disponibilité parentale pour la mobilité des adolescents en zone urbaine sensible, et enfin l'importance du parcours résidentiel de la famille sur les mobilités actuelles des adolescents.

- *La construction du rapport aux lieux*

En s'intéressant à la mobilité des enfants, le deuxième atelier a montré comment les comportements peuvent être « hérités » ou du moins partiellement insufflés par l'environnement social et en particulier la famille. Il n'est alors pas seulement question d'optimisation de distance-temps ou d'organisation des emplois du temps, mais bien aussi de distinction sociale (qui n'est d'ailleurs pas nécessairement consciente comme cela a été évoqué dans l'exposé portant sur le pédibus).

des consommations énergétiques de ces espaces largement dépendants de la pratique automobile. Le deuxième exposé a montré comment un certain nombre d'individus cherchent à s'affranchir de cette dépendance en déménageant dans des pôles secondaires périphériques mieux pourvus en services de proximité et offrant un meilleur accès aux centres urbains. Enfin, le dernier exposé a donné une illustration dans le contexte nord-américain de cette dépendance automobile à travers l'analyse des pratiques de déplacement dans les centres commerciaux périphériques.

- *Les pratiques sociales émergentes*

Ce quatrième atelier a permis d'aborder un certain nombre des « pratiques sociales émergentes » qui affectent les mobilités contemporaines. En abordant tour à tour l'influence des NTIC sur la « gestion » de l'éloignement familial lors d'un déménagement, le double habitat ou encore les résidences secondaires, cet atelier a mis en lumière un certain nombre de stratégies atypiques permettant d'atténuer certaines tensions pouvant peser sur les mobilités quotidiennes et/ou résidentielles.

- *Les modes d'habiter*

L'atelier 5 intitulé Mobilité et modes d'habiter regroupait trois présentations traitant spécifiquement des liens entre mobilités quotidiennes et mobilités résidentielles, en milieu rural et en milieu urbain. L'originalité de ces présentations se rapportait tant aux sources exploitées (données foncières par agence immobilière, par exemple) qu'aux outils de traitement, qualitatifs et quantitatifs, et récits de vie spatialisés. Cet atelier a permis de mettre en évidence l'importance des dimensions propres à l'imaginaire, à l'affectif, aux facteurs fonctionnels et sociaux déterminant la qualité de vie dans un milieu donné dans le choix de localisation de l'habitat. Ces apports atténuent fortement la sempiternelle insistance sur les seules logiques économiques des individus dans les choix résidentiels et de mobilité quotidienne. Si en milieu rural, le refus de la prééminence du travail domine les choix d'organisations quotidiens (le travail, la mobilité, doivent s'adapter au choix de la maison), en milieu urbain, les pratiques de mobilité sont d'abord différenciées selon les types de modes

de vie, en lien avec la valorisation de critères de choix résidentiels différents.

- *Les espaces urbains périphériques*

Bien entendu, un colloque portant sur les interactions entre mobilité quotidienne et résidentielle ne pouvait pas se dispenser d'un atelier portant sur le périurbain. Ces espaces périphériques cristallisent en effet un certain nombre des problèmes liés à la mobilité. Ainsi, la première communication a abordé la question Enfin, La connaissance des liens entre mobilité et modes d'habiter nous a permis de mieux comprendre les processus de consommation de l'espace en milieu rural et de cerner la dynamique des choix résidentiels des familles (ce qu'elles cherchent ou évitent).

Ce colloque constitue donc un premier panorama des interactions entre mobilités quotidienne et résidentielle qui, bien qu'incomplet, pose les bases d'une approche intégrée et interdisciplinaire sur ces questions. Il a également permis de révéler les difficultés méthodologiques d'une telle approche visant à réunir deux types de mobilités aux temporalités très différentes.

Le 10<sup>ème</sup> colloque du GT23 « Mobilités spatiales et fluidités sociales », aura lieu 25, 26 et 27 mars 2010 à Bruxelles (U.L.B.) sur le thème des « mobilités éprouvantes ». L'appel à communications a été lancé dans le courant du mois d'octobre 2009.

Site du colloque : <http://msfs2009.ceps.lu>

**Samuel Carpentier**  
<[samuel.carpentier@ceps.lu](mailto:samuel.carpentier@ceps.lu)>  
**Bertrand Montulet**  
<[montulet@fusl.ac.be](mailto:montulet@fusl.ac.be)>



## Le Comité de recherche n° 15 Sociologie du travail

Lancé en 1984 par Pierre Bouvier sous la dénomination *Socio-anthropologie du travail*, le CR 15 change de nom en 1995 à l'initiative de Daniel Mercure qui, en collaboration avec Annie Borzeix et Jan Spurk, propose un nouveau programme d'activités. Désormais intitulé *Sociologie du travail*, le CR 15 rassemble des chercheurs de différents pays dont les travaux portent sur les dynamiques du travail considérées en fonction de perspectives théoriques diversifiées et analysées tant sous l'angle microsociologique que macro-sociologique. Constitué autour du thème du travail, le Comité favorise la mise en réseaux de collègues en provenance de plusieurs horizons géographiques, organise régulièrement des séminaires et des colloques, publie des travaux de recherche.

Les coresponsables actuels du CR 15 sont, par ordre d'ancienneté à ce titre, Daniel Mercure (Québec), Mircea Vultur (Québec), Laurence Serval (France), Marie-Anne Dujarier (France) et Ridha Ghouli (Tunisie). Les préoccupations de recherche du CR 15 sont diversifiées : étude des formes contemporaines d'organisation du travail et de gestion du personnel, analyse des activités de travail, examen des conditions d'exercice de celui-ci et des relations sociales en milieu de travail, études des relations d'emploi. Le Comité de recherche *Sociologie du travail* accorde toutefois une attention particulière aux rapports étroits entre société globale et travail vécu au quotidien, d'où son intérêt marqué pour les questions relatives aux liens entre économie, organisation, culture et travail; par exemple, les nouvelles formes de régulation économique et leurs effets sur l'emploi et le travail, la transformation des dynamiques organisationnelles, l'insertion professionnelle et la question des qualifications et des compétences, les changements culturels et identitaires et les formes contemporaines d'*ethos* du travail.



Un bref regard sur les activités scientifiques du CR 15 au cours des cinq dernières années témoigne de son dynamisme et de la diversité de ses thèmes de recherche.

Soulignons d'abord l'organisation de neuf séances à l'occasion du XVII<sup>e</sup> Congrès de l'AISLF (Tours, juillet 2004). Les chercheurs participants ont abordé plusieurs questions qui interpellent notre champ de recherche : fonctionnement contemporain du marché du travail, effets de l'individualisation des formes de gestion, modes d'insertion professionnelle, transformations identitaires, rapports entre ethnicité et travail. De plus, cette rencontre a été l'occasion de revisiter la tradition de recherche en sociologie du travail. Une table ronde, animée par Françoise Piotet, a été consacrée à une discussion de l'ouvrage dirigé par Daniel Mercure et Jan Spurk, *Le travail dans l'histoire de la pensée occidentale* (Québec, Presses de l'Université Laval, 2004). Un autre ouvrage en débat, celui-ci sous la direction de Pierre Grémion et Françoise Piotet et intitulé *Georges Friedmann, un sociologue dans le siècle* (Paris, Éditions du CNRS, 2004), nous a aussi amenés à approfondir notre réflexion sur les travaux pionniers dans notre domaine. Enfin, une séance commune avec les CR 19 (Sociologie clinique), CR 22 (Entreprise et société) et CR 27 (Sociologie économique) a mis en lien la question des modes d'organisation et de gestion du travail avec celle de la reconfiguration du lien social, ce qui a donné lieu à des échanges très riches.

Au cours des années subséquentes, trois thèmes ont été privilégiés par le CR 15, à savoir l'étude des nouvelles dynamiques d'entreprise, l'analyse des rapports qu'entretiennent les jeunes avec le travail, de même qu'une réflexion plus générale sur les possibilités et les limites de l'analyse globale de la société fondée sur l'examen de faits sociaux micro et misosociologiques.

C'est en 2004 que le CR 15 a organisé le Colloque « *L'analyse du social : les modes d'explication* » à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval à Québec. Ce colloque, qui

doit beaucoup à Michel de Sève et Daniel Mercure, avait pour objectif de réfléchir sur les différentes manières d'expliquer en sciences sociales, de confronter les faits empiriques aux élaborations théoriques et, plus particulièrement, d'analyser la société globale sous l'angle des rapports entre les phénomènes microsociaux et macrosociaux. Aussi, des chercheurs de renom ont-ils été appelés à présenter l'une de leurs recherches empiriques (Howard Becker, Guy Rocher, Alain Touraine, etc.) et à mettre en relief les élaborations théoriques qu'ils en ont tiré. Les conférences, de même que les riches commentaires des exposés, ont été publiés en 2005 par Daniel Mercure sous le titre *L'analyse du social. Les modes d'explication* (Québec, Presses de l'Université Laval, Collection « Sociologie contemporaine »).



L'année suivante, en collaboration avec les CR 19 et CR 22 et différents laboratoires, notamment le CERSO (Paris-Dauphine), le GEPECS (Paris V), le LCS (Paris VII) et le LISE (CNAM/CNRS), le CR 15 s'est associé à l'organisation du Colloque « *Exister en entreprise* » qui s'est tenu à l'Université de Paris V-Sorbonne et dont les principaux organisateurs ont été Fabienne Hanique et Laurence Servel de même que les responsables des laboratoires associés à l'événement. L'examen des nouvelles pratiques des entreprises et de leurs incidences sur la vie des travailleurs a constitué le point nodal de ce colloque qui tentait de mieux comprendre ce que signifie, aujourd'hui, « exister » en entreprise. À différents niveaux d'analyse et suivant des perspectives théoriques variées, les contributeurs à ce colloque ont inscrit leurs travaux tant dans le cadre d'une sociologie du travail actualisant une lecture des structures, des dispositifs de gestion et des rapports sociaux, que dans celui d'une sociologie clinique plus centrée sur les processus subjectifs. Les actes de ce colloque ont été publiés dans un ouvrage collectif sous la direction de F. Hanique et L. Servel (*Exister dans l'entreprise*, Paris, L'Harmattan, Collection « Changement social », 2007).

La réflexion sur les nouvelles dynamiques d'entreprise s'est poursuivie en Tunisie en mars 2006 à l'occasion d'un séminaire international tenu à l'Université de Sfax et organisé, sous la houlette de Ridha Ghoul, par le CR 15 avec l'étroite collaboration de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'université en question. Ce séminaire a réuni des sociologues en provenance de différents horizons scientifiques et de plusieurs pays (Brésil, Canada, France, Suisse, Tunisie). Il avait pour ambition de confronter les dynamiques des entreprises des pays développés à celles des pays en voie de développement, plus particulièrement d'étudier les transformations économiques et sociales engendrées par la mondialisation et ses répercussions sur l'entreprise et le monde du travail selon une perspective comparative Nord-Sud. Ce rassemblement scientifique a contribué à accroître les échanges scientifiques avec nos collègues du Maghreb.

En ce qui a trait au thème « Les jeunes et le travail », le CR 15 s'est associé au CR 28 (Sociologie de la jeunesse) pour la tenue d'une journée d'étude organisée par Mircea Vultur et Madeleine Gauthier qui s'est déroulée en mai 2007 à l'Observatoire Jeunes et Société de

l'INRS-Urbanisation Culture et Société. Pour l'essentiel, cette journée d'étude visait à examiner de près les questions relatives à l'insertion professionnelle des jeunes dans le

contexte des transformations contemporaines du monde du travail. Une table ronde animée par Mircea Vultur y a notamment donné lieu à des échanges fertiles sur la pertinence actuelle de la notion d'insertion professionnelle dans le cadre plus général d'un effort en vue de renouveler les instruments d'analyse avec lesquels les sociologues du travail pratiquent leur discipline et analysent certains phénomènes sociaux. Cette rencontre avait également pour objectif de confronter différents points de vue sur l'ouvrage *Les jeunes et le travail* publié sous la direction de Sylvain Bourdon et Mircea Vultur (Québec,



Presses de l'Université Laval, Collection « Regards sur la jeunesse du monde », 2007).

Le XVIII<sup>e</sup> Congrès international de l'AISLF (Istanbul, juillet 2008) a été un moment important pour le CR 15 quant au renouvellement de ses thématiques de recherche. Au total, 65 conférences ont été présentées dans quatorze séances regroupées en quatre grands thèmes sous la responsabilité de Laurence Serval, Marie-Anne Dujarier, Daniel Mercure et Mircea Vultur, soit : les activités de travail et les temporalités de l'action ; la reconnaissance au travail ; l'*ethos* contemporain du travail ; les compétences et le recrutement de la main-d'œuvre par les entreprises. Animées par Geneviève Dahan-Seltzer et Jacques Rhéaume, deux séances communes avec les CR 19, 22 et 27 ont porté, l'une sur les mondes vécus des acteurs et la subjectivité dans les organisations, l'autre sur la dynamique des organisations et des institutions.

La dernière activité du CR 15 s'est tenue à Montréal en octobre 2009. En collaboration avec le CR 28, l'Observatoire Jeunes et Société et le Centre-Urbanisation Culture et Société de l'INRS, ce colloque, organisé par Mircea Vultur, Johanne

Charbonneau et Daniel Mercure, reprenait un thème déjà étudié, celui des jeunes, en l'abordant cette fois-ci dans une perspective internationale. Intitulé « Les jeunes et le travail : perspectives internationales », ce colloque visait à repérer et à analyser les spécificités sociétales relativement au rapport des jeunes au monde du travail. Conçu dans

une perspective interdisciplinaire et internationale, le colloque a proposé une lecture de la question du travail chez les jeunes dans le contexte des transformations contemporaines qui modifie de façon différentielle le monde du travail au sein de pays marqués par des dynamiques sociales et économiques plurielles. Le programme du colloque peut être consulté sur le site Web de notre comité de recherche à l'adresse suivante : <http://www.cr15.ucs.inrs.ca/accueil.htm>. Le compte rendu du colloque est présenté en page 7 de la présente *Lettre*.)

Au cours des dernières années, les différentes activités scientifiques du CR 15 ont témoigné de manière constante d'une triple préoccupation de recherche, à savoir : examiner les questions relatives au travail selon une perspective attentive simultanément aux faits de structure (marché du travail, logiques d'entreprises, etc.) et aux logiques d'« acteur » ; analyser avec des instruments et des perspectives sociologiques non seulement les faits sociaux, mais de plus en plus le cœur même des phénomènes économiques ; étudier les nouveaux enjeux du travail sur la base de comparaisons internationales de manière à confronter non seulement des réalités empiriques singulières, mais aussi des élaborations théoriques qui, en dernière instance, doivent favoriser des inférences théoriques qui embrassent la société globale.

Les responsables du CR 15 projettent d'organiser, en 2010, une rencontre internationale en Europe sur le thème des formes variées d'*ethos* du travail observées dans différentes sociétés.

**Daniel Mercure**  
<[daniel.mercure@soc.ulaval.ca](mailto:daniel.mercure@soc.ulaval.ca)>  
**Mircea Vultur**  
<[mircea.vultur@ucs.inrs.ca](mailto:mircea.vultur@ucs.inrs.ca)>  
**Laurence Servel**  
<[laurence.servel@wanadoo.fr](mailto:laurence.servel@wanadoo.fr)>  
**Marie-Anne Dujarier**  
<[marie-anne.dujarier@wanadoo.fr](mailto:marie-anne.dujarier@wanadoo.fr)>  
**Ridha Ghoul**  
<[ghoulridha2000@yahoo.fr](mailto:ghoulridha2000@yahoo.fr)>



## Dossier : Réseau doctoral international de l'AISLF et de l'AUF

Les doctorants sont au cœur du renouvellement d'une discipline, de ses subdivisions internes, de l'éventail de ses objets et de ses méthodes, de ses modalités d'écriture, de ses réseaux d'échange, de la circulation des idées et des personnes, des emprunts aux autres disciplines et des collaborations externes, de l'évolution des frontières interdisciplinaires.

Dans nos colloques et congrès, nous faisons une place importante aux doctorants. Cette situation, avec l'institutionnalisation de la formation doctorale et l'intégration des doctorants dans des équipes de recherche, ne fera que s'accroître par la suite, même s'il est question dans certains pays de réduire le temps de réalisation et de subventionnement de la thèse.

Les doctorants sont devenus le public emblématique de ce qui est maintenant désigné par un foisonnement de vocables comme économie du savoir, capitalisme cognitif, actifs immatériels, *knowledge management*, patrimoine informationnel, cerveau global, créativité interactive, etc. La politique et la gestion sont également la source d'une demande croissante d'expertises, d'évaluation, d'études ponctuelles ou continues. Côté culture et société, le refoulement de la religion puis de la famille dans les étages privés du social, et l'hyperinstitutionnalisation concomitante de l'éducation, de la santé, des politiques sociales et de la communication n'ont fait qu'augmenter les besoins de compétences en sciences humaines et sociales. Ces changements écartèlent davantage les dimensions d'objectivité et de subjectivité sociales et mobilisent en conséquence une réflexivité accrue et variée, relative aux multiples facettes de nos expériences, réflexivité très largement alimentée par les sciences humaines et sociales.

La mondialisation des idées n'a pas attendu les dernières décennies, et la mobilité des chercheurs, souvent due à des situations politiques dangereuses, souvent organisée à l'intérieur de chacun des blocs de la guerre froide, existait bien avant la chute du Mur. Quelque chose a changé cependant dans l'ampleur et la régularité des phénomènes, en relation avec la massification des universités et leur étagement hiérarchique. Par ailleurs le paysage mondial est devenu multipolaire, favorable à la diversification des déplacements ; d'excellents laboratoires de recherche existent un peu partout, y compris dans des pays de dimensions modestes. On peut remarquer également que, même si l'anglais demeure la langue scientifique dominante, la dynamique local/global valorise la pluralité des langues et des cultures.

Ce sont ces considérations générales qui ont poussé l'AISLF à envisager la constitution d'un espace international francophone de formation doctorale, en collaboration avec l'Agence universitaire de la francophonie, dans un esprit d'ouverture à d'autres langues. L'idée consiste non pas à se substituer aux Écoles doctorales existantes mais à les organiser en réseau pour mettre périodiquement des ressources en commun. Nous avons constitué un noyau de départ composé d'une vingtaine d'écoles doctorales existantes (Belgique, Bulgarie, Canada, France, Liban, Madagascar, Maroc, Suisse) ou en construction (Congo-Brazzaville, Congo-Kinshasa, Gabon, Sénégal, Tunisie, Turquie).

Sous la direction du président de l'AISLF, ce premier réseau (RéDoc AISLF/AUF) se propose les objectifs généraux suivants : contribuer à élargir l'éventail des approches, théories et méthodes offertes aux doctorants, notamment dans une perspective interdisciplinaire, organiser des sessions internationales de formation reconnues par les écoles participantes, encourager les co-directions de thèses, stimuler l'insertion des doctorants dans des réseaux internationaux de recherche, inciter à la mobilité et aux échanges scientifiques, rendre accessible aux doctorants un fonds de documents utilisés dans les sessions de formation des écoles participantes, aider éventuellement à la constitution d'écoles doctorales en sociologie. L'AUF se propose de contribuer à financer un secrétariat de coordination, de participer au

développement et à la mise à jour d'un site internet performant, de créer une dizaine de bourses doctorales en sociologie, de mettre à disposition la quarantaine de sites de son campus virtuel pour la diffusion internationale de sessions de formation. Par ailleurs, elle souhaite une collaboration Nord-Sud qui cadre avec la politique internationale de l'AISLF et de la plupart des universités. Dans ce cadre, le *Programme doctoral romand en sociologie* a pris l'initiative d'une première École d'été à l'Université de Lausanne en 2010. Simultanément, nous avons élaboré un site, construit un programme sur plusieurs années, mis sur pied un mini-secrétariat à temps partiel, etc. Le montage financier de la première année porte la marque de cette double exigence locale et internationale. Je tiens à remercier ici tout particulièrement l'Université de Lausanne, le Programme doctoral romand en sociologie, la Conférence universitaire de Suisse occidentale et l'Agence universitaire de la francophonie.

L'université d'été aura lieu du 21 au 25 juin 2010 et a pour thème « Régimes d'explication et pratiques de terrain en sociologie ». Elle prendra la forme d'un colloque étalé sur cinq jours, avec des communications d'une vingtaine de chercheurs confirmés et d'une cinquantaine de doctorants.

Un tel réseau n'est promis à durer et à s'élargir que si les ED partenaires prennent à tour de rôle l'initiative d'une manifestation internationale. D'ores et déjà une session est prévue en mai 2011 à Montréal, deux autres sont programmées en 2012 (Belgique et Maroc) et une autre en 2013 (France). Nous espérons que ce projet alimentera notre réflexion sur les doctorants, sur leur place à l'université, sur leur avenir professionnel et sur leur participation au devenir de nos disciplines de sociologie et de sciences sociales en général. Ci-après, dans ce sens, deux textes ; l'un est dû à Jean de Munck, cheville ouvrière de l'École doctorale thématique en sciences sociales de la Communauté française de Belgique, et l'autre nous vient de Maurice Blanc qui a dirigé pendant plusieurs années l'École doctorale des Humanités à l'Université Marc Bloch à Strasbourg. Je tiens à les remercier pour leurs contributions.

**André Petitat**

**Site du RéDoc: <http://redoc.aislf.org>**



## Les fonctions d'une formation doctorale en Belgique francophone

[...] L'École doctorale a trois missions fondamentales. D'abord, elle structure le champ de la recherche en sociologie par une offre d'un programme de séminaires de haut niveau destinés aux chercheurs belges et étrangers issus des trois disciplines qu'elle rassemble, mais aussi de toute autre discipline. Ensuite, elle vise à doter ces étudiants de ressources nouvelles et individualisées pour affronter les contraintes qui pèsent sur la carrière et les projets des jeunes chercheurs en sciences sociales. Enfin, l'École doctorale est le lieu d'une réflexion fondamentale et collective sur l'avenir de nos disciplines (1).

### L'offre de formation

Comme offre de formation d'abord, l'École doctorale est originale dans sa programmation et dans sa pédagogie. Au plan de la programmation et de l'animation, notre École doctorale a identifié cinq axes de recherche importants, qui cristallisent les efforts de rapprochement en Communauté française.

Chacun de ces axes est dirigé par une équipe de chercheurs seniors issus des trois Académies de notre Communauté :

- un programme « migrations et diversité culturelle »
- un programme « État, régulation et pratiques institutionnelles »
- un programme « méthodologies »
- un programme « anthropologie »
- un programme « populations et sociétés »

En outre, par un sixième programme, notre offre s'ouvre vers le nouveau et le hors-série. Une place y est faite aux thématiques émergentes et aux thématiques transversales à tous ces axes. Quelles que soient leurs spécialités, nos collègues chercheurs en sciences sociales sont invités à proposer dans ce cadre programmatique des activités selon des formats divers. La condition à leur implication dans cette École doctorale est simple : ils doivent accepter

de coopérer avec d'autres collègues issus d'Académies différentes et à ouvrir ces séminaires à des doctorants qui font leur thèse dans une université étrangère. Il n'y a pas un seul séminaire dans notre École doctorale qui ne soit animé par au moins deux collègues d'universités différentes. Il n'y a pas de séminaire qui ne soit, par principe, ouvert à *tous* les chercheurs de la Communauté française.

Dans sa pédagogie, l'École doctorale en sciences sociales a pris une orientation très déterminée. [...] Entre les études de baccalauréat et de Master d'une part, l'École doctorale de l'autre, il y a une rupture. L'École doctorale n'est pas peuplée d'étudiants attardés, mais de jeunes chercheurs qui font leurs premiers pas dans un champ professionnel. À ces jeunes chercheurs, il ne s'agit pas de fournir un enseignement scolaire mais une formation à la recherche. C'est dire que la formation en école doctorale n'est pas d'ordre magistral. Il s'agit plutôt d'un effort

de construction collective des savoirs et des identités, où s'engagent non des professeurs et des étudiants mais des chercheurs juniors et des chercheurs seniors. Au fond, je ne suis pas sûr que le mot de

« pédagogie » convienne à l'École doctorale. Il faudrait plutôt parler de « communication scientifique ».

### Affronter les contraintes qui pèsent sur la carrière

En me tournant à présent vers l'utilisateur, le doctorant, le chercheur, je voudrais lever un malentendu. L'École doctorale n'entend pas constituer un ensemble de contraintes *supplémentaires* sur les parcours doctoraux et les trajectoires de recherche. Les contraintes nouvelles qui pèsent sur les jeunes chercheurs sont certes trop évidentes pour être méconnues. Elles ne viennent ni des Écoles doctorales, ni de la réforme de Bologne, mais de processus sociaux profonds que personne ne maîtrise. Dans une société postindustrielle qui fait de l'innovation – et donc de la recherche – une de ses forces productives centrales, dans un monde globalisé qui devient de plus en plus compétitif, alors que ne cesse de s'intensifier le débat – et



donc la lutte – des savoirs et des expertises, il est incontestable que le système d'attentes sociales qui entoure les trajectoires des jeunes chercheurs devient de plus en plus lourd, complexe, exigeant. Certains ont même pu faire de la figure du jeune chercheur une figure emblématique du nouveau monde du travail. Forcé de circuler dans des réseaux aux frontières indéfinies, polyglotte, flexible dans ses compétences qui vont de la simple dactylographie au travail le plus expert, investi dans un terrain empirique mais avide de concepts et de distance critique, ayant le sens du contact humain mais aussi le goût de l'ascèse quasi monastique, prêt à sacrifier une vie de famille à des rapports de recherche écrits le nez sur le guidon, contraint de vivre dans l'incertitude de contrats précaires jusqu'à l'âge de 35 ans au moins, le jeune chercheur semble en effet concentrer, dans sa personne, toutes les tensions de la condition post-industrielle.

Nous n'ignorons pas ces contraintes. L'École doctorale ne constitue pas une contrainte de plus. Elle vise plutôt à fournir un ensemble de ressources aujourd'hui manquantes pour rencontrer ces nouveaux défis et cette nouvelle condition du chercheur. J'en pointerai trois.

1) La formation doctorale proposée par l'École vise d'abord à ouvrir la palette des instruments et des techniques méthodologiques accessibles aux jeunes chercheurs. Elle lui permet désormais d'avoir accès à des ressources au-delà de son université ou de son Académie d'origine. Elle lui donne accès à la pluralité des outils disponibles en Communauté française. Et ce n'est pas peu dire : un simple coup d'œil sur le programme des méthodologies de notre École, sur les autres programmes aussi, témoigne de la très grande richesse, du véritable trésor méthodologique et épistémologique que produit la mise en commun de nos expertises. Doter le doctorant de méthodes, d'outils variés, et aussi de la possibilité d'acquérir de nouveaux instruments au-delà des frontières de son université, c'est une première capacitation de l'école doctorale.



2) Deuxièmement, il s'agit aussi de le doter de possibilités d'inscription dans les problématiques transversales des sciences sociales. Les sciences sociales aujourd'hui sont fragmentées et proliférantes. Elles sont traversées par des discussions scientifiques intenses. Le chercheur a souvent tendance, faute de support collectif, à se replier sur son fragment de champ. L'École doctorale cherche à développer une circulation des connaissances et des savoirs des sciences sociales. Elle encourage l'accès des personnes à des cercles de discussion qui sans cela, lui resteraient inaccessibles. Nous ne saurions trop recommander aux chercheurs de se mêler à des séminaires ou des activités doctorales qui peuvent apparaître extérieures à leurs objets de travail : aux spécialistes de méthodes qualitatives de s'intéresser aux méthodes quantitatives, aux empiristes pointus de rencontrer des théoriciens de haut vol, aux lecteurs de Foucault de discuter des thèses de Weber, aux spécialistes avides d'actualité de s'intéresser à l'histoire de nos disciplines. Nous voulons former des experts en sciences sociales et non pas seulement des spécialistes d'un fragment ou d'un courant des sciences sociales.

3) La troisième ressource que donne l'École doctorale, c'est la ressource du réseau. Depuis les travaux de Granovetter, nous connaissons la force des liens faibles, qui n'est pas moins importante que celle des liens dits « forts ». Les liens forts qui se nouent entre des personnes sont certes importants en termes d'investissement émotionnel, de construction de convictions partagées, de capacités d'agir en commun. Mais ces liens forts sont insuffisants pour un individu naviguant dans une société ouverte. Les liens faibles constituent des ressources importantes en termes d'informations et d'ouvertures d'opportunités. Ils ont une force créatrice aussi importante, quoique différente, de celle des liens forts.

Nous souhaitons bien sûr que l'École doctorale constitue l'occasion, pour chacune et chacun, de nouer quelques liens *forts*. Le partage des idées – et des émotions – avec des pairs, la découverte de la complémentarité des recherches, la mise à l'épreuve des intuitions

dans un milieu professionnel, constituent des aides importantes dans les difficultés que rencontrent les doctorants.

Mais nous désirons aussi que notre École soit l'occasion d'une inscription dans un réseau, virtuellement ouvert et créatif, de liens *faibles*. Dans sa structure institutionnelle, l'école doctorale est ce réseau qu'il vous suffit d'habiter pour qu'il devienne créateur. Je pense en particulier à l'internationalisation des parcours et des trajectoires. Elle constitue un défi qui, sans être totalement nouveau, s'affirme avec toujours plus de force. L'École doctorale est une institution médiatrice entre le champ de la recherche en Communauté française et le champ de la recherche européenne et, par extension, mondiale. Elle est l'occasion d'une intensification, pour tous les chercheurs de Communauté française, des possibilités de rencontres internationales. Certaines d'entre elles sont menées dans des langues étrangères au français. Ce travail polyglotte est à l'ordre du jour de notre école. En particulier, la maîtrise et la pratique de l'anglais ne sont plus des adjuvants au travail de recherche. Ce sont des compétences indispensables de n'importe quel travail de thèse, et l'école doit y pourvoir.

### **Une réflexion fondamentale et collective**

Une offre institutionnelle concertée et des ressources ; est-ce tout ce que peut offrir l'École doctorale ? Non. Il y a encore autre chose. Les sciences sociales aujourd'hui se trouvent au seuil d'une nouvelle étape de leur histoire. Nous vivons encore des grandes questions des pères fondateurs. Nous sommes encore redevables des avancées méthodologiques qui ont marqué le développement de nos sciences au cours du siècle passé ; nous sommes encore sensibles aux frémissements de la grande vague des sciences sociales, et des sciences humaines, qui a marqué les années 1960. Mais nous savons que nous sommes dans un monde nouveau où nous devons, une fois encore, une fois de plus, refaire nos preuves.

Quelle est aujourd'hui, la situation des sciences sociales ? La question mérite d'être posée, pour son intérêt intrinsèque, mais aussi pour son intérêt politique. Plus que jamais, les sciences sociales sont pertinentes. Dans une situation de changement social et culturel accéléré, elles occupent bien sûr une place de choix pour

comprendre sans réductionnisme les dynamiques qui traversent nos sociétés. Nées pour affronter, du sein des sociétés industrielles (pour la sociologie et la démographie) ou de leur extérieur (pour l'anthropologie), les processus de modernisation, nos sciences ont accumulé des savoirs précieux qui les rendent particulièrement vivantes. Elles doivent affronter la lutte des expertises qui prétendent intervenir dans la gestion du changement social.

Mais les sciences sociales se présentent aussi comme très fragmentées. Fragmentées épistémologiquement, fragmentées institutionnellement. Quoiqu'elles vivent une communauté de situation, elles ne peuvent accéder à un point de vue général sur leur situation qu'en faisant un nouvel effort de regroupement et de délibération. L'école doctorale est cet effort. Il s'agit de transformer une communauté de situation en une communauté de délibération ; d'offrir à cette communauté un forum de discussion sur elle-même et les défis qu'elle doit affronter. De cette délibération commune, constructrice d'un diagnostic partagé, pourra naître une volonté commune et des solidarités nouvelles. [...]

Jean De Munck

<Jean.Demunck@uclouvain.be>

### **Notes**

(1) Extraits du discours de Jean de Munck lors de l'ouverture officielle, en novembre 2007, de l'École doctorale thématique en sciences sociales de la Communauté française de Belgique.



## Les missions d'une formation doctorale Sciences humaines et sociales en France

[...] Quelques rappels historiques sont utiles pour comprendre la situation présente (2). [...] En France, les Écoles doctorales (ED) ont été créées au début des années 1990, pour regrouper ceux que l'on appelait les « thésards » et que l'on appelle maintenant les « doctorants ». Il y avait à l'époque du flou sur le point de départ du doctorat : les étudiants titulaires d'une Maîtrise (Bac + 4) et inscrits en Diplôme d'études approfondies (DEA) étaient en 3ème cycle et ils étaient quelquefois considérés comme doctorants ; mais, pour les bourses, rebaptisées « allocations de recherche », on considérait que l'on devenait véritablement doctorant après le DEA.

Cette ambiguïté a été levée avec la réforme Licence, Master, Doctorat (LMD), mise en place dans les universités françaises entre 2003 et 2006 : le Master 2 (Bac + 5), même de recherche, est un diplôme de 2ème cycle ; le doctorat commence après (Bac + 6 à Bac + 8). [...]

L'abandon du mot « thésard », au profit de celui de « doctorant » révèle (au sens photographique du terme) une nouvelle conception de la recherche doctorale. C'est la fin de la préparation d'une thèse sous la direction exclusive d'un professeur. C'est le passage à une dimension collective de cette formation qui ne concerne plus le seul directeur de la thèse mais également de nouveaux acteurs : l'équipe de recherche qui accueille le doctorant en son sein, les autres doctorants (apprentissage par les pairs) et l'ED.

Ce changement a deux conséquences importantes : d'abord, si un doctorant s'intègre dans une équipe pour réaliser des tâches nécessaires à l'avancée de la recherche collective, il est tenu de respecter les délais prévus. L'achèvement de la thèse en trois ans n'est plus un simple souhait, elle devient une obligation. Mais, pour tenir les délais, il faut être doctorant à temps plein, ce qui pose la question du financement. Seuls ceux qui ont

un financement (allocation ou contrat de recherche) deviennent doctorants. C'est une bonne chose pour les heureux bénéficiaires, mais il y a le revers de la médaille : ceux qui n'ont pas trouvé de financement sont exclus, même s'ils ont un bon projet de recherche. C'est une nouvelle forme de sélection par l'argent.

Même si les choses évoluent, le modèle traditionnel du doctorat individuel reste davantage présent dans les Sciences humaines et sociales. Dans ces disciplines, certaines équipes de recherche sont en réalité une collection de chercheurs individuels ; ils peuvent être excellents, mais ils travaillent en ordre dispersé. Les doctorants font alors eux aussi une recherche individuelle et il n'y a pas de calendrier strict. Si l'admission en doctorat est plus libérale, les abandons sont plus nombreux. Il ne faut pas cultiver la nostalgie d'un passé idéalisé. En même temps, il faut admettre qu'il existe différentes formes de recherche scientifique. Le laboratoire regroupant plusieurs centaines de chercheurs autour d'un grand équipement ne convient pas partout. Il y a place pour des recherches « artisanales ». Comme dans l'industrie, la taille de l'équipe n'apporte pas une garantie de qualité.

L'équipe de recherche est le principal lieu de formation du doctorant. L'ED est une fédération d'équipes de recherche qui mutualisent une partie de la formation de leurs doctorants. La frontière entre ce qui relève de l'équipe de recherche et ce qui relève de l'ED (donc de la fédération) est toujours difficile à tracer. Le fameux principe de subsidiarité joue ici : ne remonte à l'ED que ce qui peut être traité plus efficacement à son niveau qu'à celui de l'équipe. Mais ce principe peut être interprété et mis en pratique de différentes manières et il y a souvent des frictions sur les rôles respectifs des équipes et de l'ED.

*[Suit une description de l'évolution du paysage des universités alsaciennes et de leurs ED, créées en 1992. L'auteur insiste sur les problèmes de frontières entre ED. En particulier, il montre une ED des Humanités (Lettres + sciences humaines et sociales) qui se gonfle d'apports de disciplines apparentées jusqu'à ce que finalement on éprouve le besoin de regrouper dans une école doctorale distincte les « Sciences de l'homme et des sociétés »]*



## Les missions des écoles doctorales

[...] Les trois missions principales des ED sont la formation à l'interdisciplinarité, l'ouverture à l'international et l'aide à l'insertion professionnelle.

### *La formation à l'interdisciplinarité*

Il faut d'abord définir l'interdisciplinarité, en partant du mot discipline, au sens courant et au sens scientifique ; ensuite, en se demandant ce que le préfixe « inter » ajoute et quels sont les degrés de l'échange entre disciplines. Étymologiquement, la discipline a d'abord désigné un fouet. C'est aujourd'hui une règle de conduite qui peut être librement consentie mais qui est, le plus souvent, imposée par une autorité : les parents, les enseignants, la police, etc. C'est le sens que retient Michel Foucault quand il fait de la discipline un moyen de contrôle social et de normalisation : elle vise à ce que chacun reste à sa place, de préférence par la persuasion, mais au besoin par la contrainte.

Sur le plan scientifique, une discipline est une branche, ou un découpage, de la connaissance. S'ils regardent le même objet, les chercheurs de différentes disciplines ne se posent pas les mêmes

questions et chacun a un regard spécifique. La spécialisation dans une discipline est une nécessité pour approfondir un point de vue et faire progresser la connaissance. Le revers de la médaille est le risque d'enfermement et il faut aussi « sortir » de sa discipline. Comparant le sociologue à un artisan avec sa « boîte à outils », Robert Merton, dans ses *Éléments de théorie et de méthode sociologique* utilise une image optique : « [Les outils] sont destinés à aider le sociologue à faire son métier [...]. [Mais le sociologue] peut transformer une longue-vue en œillères » (trad. fr., 1965, p. 22-24). La longue-vue permet de voir ce qui ne serait pas visible à l'œil nu, mais en réduisant le champ de vision. C'est pourquoi elle empêche de voir ce qui est « hors champ » et le chercheur doit apprendre à ne pas se contenter d'une seule prise de vue.



Il y a des degrés dans la coopération entre disciplines. En allant de la plus faible à la plus forte, il est classique de distinguer la pluri-, l'inter- et la transdisciplinarité. La pluri-disciplinarité est une forme de coopération dans laquelle des chercheurs de différentes disciplines se réunissent pour étudier le même objet, mais chacun avec ses concepts et ses méthodes, indépendamment des autres. Le résultat est alors une compilation : dans le rapport final, chacun écrit son chapitre, dans lequel il expose son point de vue et ses résultats. Mais il n'y a pas de véritable synthèse.

Les échanges et la confrontation entre chercheurs sont plus poussés quand on passe au stade de l'interdisciplinarité. Contrairement à ce qui se dit quelquefois, le travail interdisciplinaire ne dilue pas l'identité disciplinaire, mais il la renforce au contraire. Pour prendre un exemple personnel, je suis sociologue urbain et je travaille souvent avec

des architectes, mais je ne dessine pas les plans d'une maison à leur place ! Mon rôle est au contraire d'être encore plus sociologue pour apporter à l'architecte un éclairage sur ce qui lui est étranger. Dans cet exemple, je peux par exemple l'alerter sur le fait que son projet ne correspond pas à la culture et au mode de vie des futurs

habitants. Pour cela, il faut un minimum de connaissances du vocabulaire et des méthodes des diverses disciplines associées dans le même projet de recherche.

Le niveau supérieur, la transdisciplinarité, est beaucoup plus rare. C'est l'idée de traverser et de dépasser les cloisonnements disciplinaires, pour donner éventuellement naissance à de nouvelles disciplines proposant des synthèses originales, par exemple la socio-économie de l'habitat, ou celle du travail. De mon point de vue, la transdisciplinarité est l'aboutissement d'un long processus de recherche et, sauf exception, elle est l'œuvre de chercheurs confirmés et non de débutants. Elle ne relève donc pas de la formation initiale des jeunes chercheurs dans une ED, mais de « la formation tout au long de la vie » des chercheurs.

L'initiation à l'interdisciplinarité m'apparaît comme un objectif ambitieux mais réaliste pour les ED, ainsi qu'un atout essentiel pour la professionnalisation des doctorants. En principe, celui qui a une culture interdisciplinaire trouve plus facilement un emploi que celui qui n'a pas cette ouverture. En pratique, c'est parfois l'inverse : le candidat à cheval sur deux disciplines est rejeté des deux côtés. L'apprentissage de l'interdisciplinarité se conçoit sur le mode de la respiration, avec deux temps : « inspirer et expirer ». Ici aussi, il ne faut pas oublier le double sens du mot « expirer » : les sportifs apprennent qu'il faut expirer pour ne pas s'essouffler. L'expiration est au cœur de la vie, jusqu'à l'expiration finale, la mort.

Dans le champ scientifique, « expirer » veut dire sortir de la discipline d'origine, pour s'initier aux disciplines connexes, c'est-à-dire acquérir un minimum de connaissances pour pouvoir dialoguer avec les spécialistes de ces disciplines, sans prétendre être au même niveau qu'eux. « Inspirer », c'est le mouvement inverse de retour vers sa discipline d'origine, avec le souci de l'enrichir par des apports extérieurs. Dans un schéma idéal, l'ED apporte l'ouverture à d'autres disciplines (l'expiration), le directeur de thèse et l'équipe de recherche doivent veiller à l'appropriation des ces apports « extérieurs » et à la construction d'une synthèse cohérente (l'inspiration). Dans la pratique, il est difficile de faire un découpage clair et tout le monde fait un peu des deux à la fois.

#### *L'ouverture à l'international*

La recherche déborde les frontières nationales et européennes, elle est d'emblée internationale. L'enjeu est de préparer les jeunes chercheurs à s'insérer dans les réseaux internationaux de recherche et à tenir compte des avancées faites à l'étranger. Certaines équipes de recherche sont très présentes dans les échanges internationaux, d'autres moins. Ici aussi, il est difficile de fixer ce qui relève des ED et ce qui relève des équipes de recherche.

Dans l'ex-Université Marc Bloch de Strasbourg, un consensus s'est réalisé pour confier aux ED

trois missions : d'abord, *a minima*, la diffusion aux doctorants des informations qui parviennent à l'université sur les stages et les bourses à l'étranger. Ensuite, l'organisation de formations spécifiques en langues (anglais, mais pas exclusivement) pour la lecture d'articles scientifiques, la présentation d'une communication orale dans un colloque international, etc. Enfin, la gestion des conventions de co-tutelle de thèses, c'est-à-dire des thèses avec un directeur strasbourgeois et un directeur dans une université étrangère. Cette gestion est très lourde, car les modalités de préparation du doctorat sont différentes d'un pays à l'autre et, pour que le doctorat soit reconnu dans les deux pays, il faut trouver un compromis acceptable de part et d'autre et établir à chaque fois une convention spécifique.



Dans la nouvelle Université de Strasbourg, cette gestion ne relève plus des ED et elle est confiée au service central de la scolarité des doctorants. Strasbourg a aussi la particularité d'avoir créé un Collège doctoral européen qui accueille d'une part les étudiants strasbourgeois en co-tutelle avec une université européenne et, d'autre part, les doctorants étrangers (pas exclusivement « européens ») en co-tutelle de thèse avec Strasbourg. L'ouverture des doctorants à l'international est forte, mais elle ne passe pas exclusivement par les ED.

Une ED internationale et francophone permettra à des doctorants de différents pays de se rencontrer et d'échanger, de se former à la comparaison internationale, de s'initier à d'autres cultures sociologiques nationales (les sociologies belge, française, québécoise ou suisse ont leurs spécificités), etc. Cette insertion précoce dans un réseau international de chercheurs est un atout qui peut être valorisé dans la recherche d'emploi. Mais avoir le français comme langue de travail commune est à la fois une facilité et une limite. Je me réjouis de voir que les doctorants français sont nombreux à Québec et à Montréal, j'aimerais qu'ils soient plus nombreux à Toronto et à Vancouver. Un jeune sociologue devrait être au moins trilingue : outre le français, l'anglais s'impose comme

langue de communication scientifique et la maîtrise d'autres langues (allemand, espagnol, arabe, chinois, etc.) est un atout indéniable.

### *L'insertion professionnelle des doctorants et jeunes docteurs*

[...] Aider les futurs docteurs à s'insérer professionnellement est une mission nouvelle et essentielle pour les ED. Elle est difficile à remplir pour plusieurs raisons : 1) d'abord, la majorité des doctorants voit son avenir comme enseignant à l'université et pratique « la politique de l'autruche » ; 2) ensuite, le doctorat n'est pas reconnu dans les conventions collectives et les employeurs ne savent pas ce qu'ils peuvent attendre d'un docteur ; un travail d'information et de sensibilisation des milieux professionnels est par conséquent nécessaire et les ED, qui ont un rôle à jouer, doivent trouver des partenaires, dans et hors de l'université ; 3) enfin, les ED de sciences humaines et sociales ont des difficultés spécifiques.

1) Beaucoup de doctorants voient leur avenir professionnel à l'Université ou au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Ils disent en substance : « si je suis bon, je deviendrai maître de conférences dans une université, ou chercheur au CNRS. Sinon, il faudra bien voir ». Dans cette logique, la question ne se pose pas vraiment, puisque la réponse est donnée d'avance. Il faut sortir du rêve et regarder la réalité en face : la compétition reste exacerbée et même d'excellents candidats n'entreront pas dans cette « voie royale », prestigieuse certes et pourtant mal payée ! Les doctorants les plus en difficulté devraient être les plus réceptifs à la nécessité de préparer leur professionnalisation, mais ce n'est pas toujours le cas. [...]

Même s'ils sont rares, il y a des cas « d'abandons réussis ». J'ai eu par exemple une doctorante allocataire de recherche qui a étudié les violences à l'encontre des personnels des services publics (postiers, enseignants, policiers) dans une banlieue dite « difficile » de la région parisienne. Son travail de recherche l'a mise en relation avec la municipalité qui, en raison de la connaissance qu'elle avait acquise du quartier

par ses enquêtes, l'a recrutée comme directrice du Contrat local de sécurité. Elle pensait au début qu'elle pourrait finir sa thèse, mais son travail a été tellement prenant qu'elle y a renoncé. Dans les statistiques universitaires, c'est un échec (et je ne suis pas un directeur de thèse très performant), mais c'est un échec positif puisque la thèse inachevée a permis l'insertion professionnelle.

Les ED ne peuvent intervenir directement pour transformer le regard des doctorants sur leur avenir professionnel et sur sa préparation. Elles peuvent faciliter ce changement en développant la pédagogie du projet et en incluant la question de la professionnalisation dès le début de la recherche doctorale. [...]

2) Il ne suffit pas de former des doctorants très compétents pour qu'ils trouvent un emploi. Il faut aussi que les employeurs potentiels sachent ce qu'un doctorant sait faire et ce qu'il peut leur apporter. Les ED sont amenées à mettre en place des partenariats avec divers services universitaires, ainsi qu'avec les

organisations professionnelles [avec les services universitaires qui aident les étudiants de tous les niveaux dans leur recherche d'emploi ; avec les services de communication des universités pour informer le grand public sur les

doctorats ; en France, avec l'Association Bernard Grégory (actions expérimentales en faveur de l'insertion professionnelle des doctorants et des docteurs) ; avec l'ex-Agence nationale pour l'emploi et surtout avec l'Association pour l'emploi des cadres ; en utilisant enfin la convention CIFRE, qui est une convention tripartite liant un doctorant, son équipe de recherche et un organisme intéressé par son projet].

La convention CIFRE permet au doctorant de mettre les apports théoriques qu'il reçoit à l'université à l'épreuve de la pratique professionnelle, et vice versa. Cette démarche se heurte à de fortes résistances car la tradition



française valorise le paradigme de la « coupure épistémologique » comme fondement de la scientificité (voir par ex. *Le nouvel esprit scientifique* de Bachelard) : les savoirs « profanes » sont suspects. Il faut alors introduire le paradigme de la réflexivité, qui conçoit de façon plus dialectique la relation entre savoirs scientifiques et savoirs profanes (voir par ex. *Les conséquences de la modernité* de Giddens).

3) La réforme des études doctorales a été faite par et pour les sciences dites dures, et imposée aux autres. Il ne faut pas idéaliser le modèle canonique de la thèse et la réforme a du bon pour les SHS. Mais il ne faut pas vouloir aller trop vite, sinon on risque de « jeter le bébé avec l'eau du bain » ! La durée des thèses, donc des études doctorales, est un point très sensible : chercher à la raccourcir est une bonne chose, à condition de garder de la souplesse. Il vaut mieux une bonne thèse en quatre ou cinq ans, ce qui est fréquent en SHS, qu'une mauvaise thèse en trois ans ! Parce que leur allocation de recherche se termine, des doctorants veulent à tout prix soutenir en fin de troisième année, même si leur thèse n'est pas parvenue à maturité.

Les règles doivent pouvoir être adaptées en fonction de la diversité des situations des doctorants. Des enseignants de lycée et de collège font une thèse dans la discipline qu'ils enseignent ; ils ont besoin de davantage de temps, surtout lorsqu'ils enseignent à temps plein. Quelques retraités font une thèse à leur rythme, pourquoi les contraindre à terminer en trois ans ?

Le problème crucial est celui du faible nombre d'allocations de recherche qui contraint un grand nombre de doctorants en SHS à accepter des travaux « alimentaires » pour survivre. Ils ne peuvent avancer au même rythme que ceux qui ont la chance d'être doctorants à temps plein.

De plus, sans vouloir transposer au chercheur scientifique le discours sur la pauvreté qui serait nécessaire à la création artistique, l'expérience de « la vraie vie », voire de « la galère », peut être riche d'enseignements pour les doctorants en SHS. En même temps, la souplesse et les aménagements ont des limites. Aboutir à un doctorat « à deux vitesses » serait un remède

pire que le mal si seul le doctorat réalisé dans les délais est considéré comme sérieux, les doctorats plus longs étant perçus comme des doctorats de complaisance

### **Conclusion : le doctorat, pour quoi faire ?**

L'Université produit-elle trop ou pas assez de docteurs ? Pour répondre à cette question, il faut au préalable dire à quoi sert le doctorat.

Si, comme certains doctorants le croient, le doctorat ne débouche que sur les emplois d'enseignants et/ou de chercheurs à l'Université et dans les grands organismes de recherche, il faut limiter drastiquement le nombre de doctorants, en fonction des prévisions de renouvellement des enseignants et chercheurs universitaires ; c'est la logique de la reproduction.

Si, dans une logique de démocratisation, on ouvre plus largement l'accès au doctorat, il faut qu'il débouche sur de nouvelles activités professionnelles. C'est un choix de société, c'est donc un choix politique.

**Maurice Blanc**

[<maurice.blanc@unistra.fr>](mailto:maurice.blanc@unistra.fr)

### **Notes**

(1) Extraits d'une conférence prononcée à Biskra (Algérie) lors du Colloque *Employabilité et insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur*, novembre 2008.

(2) Maurice Blanc est professeur émérite de sociologie à l'Université de Strasbourg et ancien directeur de l'École doctorale des Humanités. Il a fondé et longtemps animé le CR 21 Transactions sociales de l'ISLFL.





## Ouvertures

### La sociologie francophone dans les deux Congos : éléments de réflexion

Au moment où se tient le colloque international de Brazzaville des 16-19 février 2010 à l'initiative de l'Association internationale des sociologues de langue française et de l'Université Marien Ngouabi par le département de sociologie de la Faculté des lettres et sciences humaines, un rapide regard sur la sociologie en œuvre dans les deux Congos peut aider à (re)lire quelques questions sociologiques qui ont été abordées dans la longue durée. Il convient de dire qu'au travail que nous avons effectué en 1984 sur le bilan des sciences sociales et humaines au Congo-Brazzaville, à la demande du bureau régional de l'éducation en Afrique (BREDA) de l'Unesco, se sont ajoutées les réflexions du premier congrès des hommes de sciences en Afrique en 1987 ; la création d'une revue africaine des sciences sociales impliquant les deux Congos en 1990 et le symposium de Congo-Brazzaville sur la science et la technologie en 1992. Les productions de ces rencontres scientifiques ont été faites pour la plupart en français. Toutefois, en examinant le contexte socio-historique et les thèmes sociologiques abordés, on peut identifier à grands traits les périodes historiques de gestation de la réflexion sociologique francophone dans les deux Congos.

#### Contextes et prise de conscience

La sociologie francophone dans les deux Congos a connu ses débuts dans les années 1950, dans le contexte de la conjonction des dynamiques sociale et politique externes et internes aux sociétés colonisées (1). En effet les années 1950 correspondent, d'une part, au développement systématique de la politique coloniale faite soit directement par des administrateurs coloniaux

et toute sa bureaucratie autochtone, soit par le truchement des compagnies concessionnaires (comme au Moyen-Congo) étudiés quelques années plus tard (2) ; elles correspondent, d'autre part, à la montée des nationalismes africains sous les formes variées du socialisme « africain » et de l'idéologie marxiste-léniniste. De la sorte la réappropriation critique de la langue française par les chercheurs autochtones devient l'instrument par lequel se diffusent d'autres manières d'analyser « du dedans » les sociétés. En effet, le développement de courants culturaliste, dynamiste et marxiste aura des répercussions dans les pratiques sociologiques du Congo-Kinshasa et du Congo-Brazzaville. Le regard sociologique critique porté par de jeunes chercheurs d'Occident (Belgique et France notamment) et d'Afrique sur le vécu des populations africaines abordera les problèmes provoqués par la colonisation, aussi bien ceux du sous-développement ou de l'acculturation que ceux d'une forme particulière de modernisation et de changement social résultant du choc des cultures hétérogènes (3).

Les conséquences politiques, économiques, sociales et culturelles sont étudiées et dévoilées dans des monographies. Les travaux de Jomo Kenyatta sur les kikuyu du Kenya, les réflexions ethno-philosophiques du Père Placide Tempels sur l'existence d'une « philosophie bantu » croiseront ceux du sociologue Georges Balandier sur la sociologie de l'Afrique noire et sur les questions urbaines dans le contexte de la « situation coloniale » en tant que phénomène global et de nature inégalitaire ; ceux d'Aimé Césaire faisant la critique acerbe du colonialisme et ceux de Frantz Fanon sur les phénomènes d'aliénation et sur les « damnés de la terre » appelés à se révolter contre le pouvoir colonial (4). À ces travaux s'ajoutent, dans la même fibre intellectuelle, ceux entrepris notamment par Alioune Diop, Cheikh Anta Diop (5) en France autour de la revue *Présence africaine*, dont les répercussions sont observables dans les réflexions sociologiques en gestation parmi les intellectuels congolais des deux rives. Le double objectif poursuivi par les intellectuels de cette revue consistait en la revalorisation des cultures et civilisations africaines, riches et variées (6) et en la réappropriation du discours unificateur des sciences sociales africaines et de la réflexion sociologique critique sur les conséquences de

la colonisation sur le vécu et le devenir historique des populations africaines. En effet, de par l'emprise de la société coloniale sur la société colonisée, et des réactions qui s'en suivirent, il a pu naître une idéologie nationalitaire dont le processus de formation a été d'autant plus rapide que le fait colonial plus rigoureux excluait toute indépendance politique. Ensuite, cette idéologie nationalitaire s'est trouvée renforcée avec les aspirations populaires contenues dans des revendications religieuses de salut ; leurs effets conjugués ont donné naissance à des vastes mouvements sociaux de contestation politique qui se sont poursuivis sous différentes formes en période post-coloniale, depuis les indépendances jusqu'à la période actuelle (7).

### Quelques thèmes sociologiques abordés

Ce sont les aspects les plus variés des sociétés africaines du Congo-Kinshasa (8) et du Congo-Brazzaville qui seront étudiés dans une *perspective sociologique* (9). Les analyses sur le chômage urbain (10), sur le mode de production africain (11), sur les acteurs du changement social (12), sur l'État (13) dans ses rapports avec l'ethnicité et le tribalisme (14), sur les messianismes et prophétismes (15) et leurs interférences avec le champ politique (16), le champ des pouvoirs ; par ailleurs, les études sur les représentations imaginaires (17) et sur les croyances en la sorcellerie se multiplient (18). De même, les questions de la scolarisation dans les villes et dans les campagnes (19) ou les questions urbaines (20) sont abordées en mettant en relief les phénomènes d'exode rural, les problèmes du développement, les crises socio-familiales liées à la montée de la pauvreté, les pratiques informelles et « l'esprit d'entreprise » (21).

Par ailleurs, des sociologues francophones (22) des deux Congos avaient dans les années 1980 dressé un bilan sévère sur la crise que connaissent les sociétés africaines, notamment celles d'Afrique centrale. Il s'agit, selon eux, d'une crise de l'homme et d'une crise des sciences sociales qui ont pour conséquences : une pratique scientifique plus consommatrice

que productrice des connaissances ; l'insuffisance des moyens alloués aux sciences sociales ; l'absence d'écoles de pensées africaines ; et la précarité des moyens de communication. Dans leurs réponses sociologiques, Lapika Dimonfu, Kiyulu N'yanganga et Côme Manckassa préconisent entre autre pour les sciences sociales, « *le recours à un système d'analyse entièrement intégré et global incorporant la gamme complète des sciences naturelles, sociales et humaines* ».

En fin de compte, quels que soient les courants adoptés et quelles que soient les postures prises par les sociologues francophones de part et d'autre du fleuve Congo, la discipline sociologique se laisse d'abord appréhender aussi bien dans sa dimension critique que dans sa dimension professionnelle appliquée. Ensuite, elle permet de s'interroger dans une démarche réflexive sur les fondements méthodologiques et sur l'utilité sociale de la sociologie qui doit sans cesse se renouveler, tout en renouvelant ses grilles de lecture et ses méthodes d'analyse.

**Abel Kouvouama**

[<abel.kouvouama@univ-pau.fr>](mailto:abel.kouvouama@univ-pau.fr)



### Notes :

(1) Georges Balandier *et al.*, *Les villages gabonais : aspects démographiques, économiques, sociologiques : projets de modernisation*, Brazzaville, Institut d'études centrafricaines, 1952 ; *Sociologie actuelle de l'Afrique noire, dynamique sociale en Afrique Centrale*, Paris, PUF, 1<sup>ère</sup> édition 1955 ; *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, Armand Colin, 1955 ; Jean-Michel Wagret, *Histoire et sociologie de la République du Congo*, Paris, L.G.D.J., 1963.

(2) Catherine Coquery-Vidrovitch, *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires : 1898-1930*, Mouton, Paris-La Haye, 1972.

(3) Georges Balandier, *Sociologie de mutations*, Actes du 7<sup>ème</sup> colloque de l'Association internationale des sociologues de langue française (Neuchâtel, 1968), Paris, Anthropos, 1970.



(4) Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence Africaine, 1956 ; Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1961.

(5) Cheikh Anta Diop, *Nations nègres et culture*, Paris, Présence Africaine, 1954 ; *Antériorité des civilisations nègres, mythe ou vérité historique ?*, Paris, Présence Africaine, 1967.

(6) Voir surtout les publications à caractère sociologique e la revue *Liaison*, Brazzaville-Kinshasa.

(7) Lire notamment Joseph Tonda, *La Guérison divine en Afrique centrale (Congo, Gabon)*, Paris, Karthala, 2002 ; *Le Souverain moderne. Le corps du pouvoir en Afrique centrale (Congo, Gabon)*, Paris, Karthala, 2005.

(8) Gérard Althabe, *Les Fleurs du Congo*, Paris, Maspero, 1972 ; Shomba Kinyamba, Sylvain, *Les Sciences sociales au Congo-Kinshasa, cinquante ans après. Quel apport ?*, Paris, L'Harmattan, 2006.

(9) Voir les contributions des sociologues du département de sociologie de Brazzaville dans « Le Congo aujourd'hui », *Annales de la Faculté des Lettes et sciences humaines*, Brazzaville, 1990 ; Abel Kouvouama (éd.), *Regards croisés sur la société congolaise*, Paris, Éditions Paari, 2005. Lire aussi les contributions des sociologues du Congo-Kinshasa dans Monique Hirschhorn & Moustapha Tamba (éd.), *La sociologie francophone en Afrique. État des lieux et enjeux*, Paris, Karthala, 2010.

(10) Roland Devauges, *L'oncle, le ndoki et l'entrepreneur. La petite entreprise congolaise à Brazzaville*, Paris, Orstom, 1977 ; Émilienne Raoul-Matingou, « L'emploi des femmes à Brazzaville », dans *Journées de Brazzaville*, ORSTOM-AGECO, Brazzaville, 1986 ; Gertrude Ndéko-Longonda, « Femmes de Brazzaville-Nord. Genre et combats pour la survie pendant la guerre (1997) et la période post-conflit », dans Issiaka Mandé & Faranirina Rajaonah (éd.), *Histoire africaine en Afrique, Travaux de jeunes historiens africains, Cahier n°24 du Groupe Afrique - Océan Indien*, Paris.

(11) Rappelons que c'est Catherine Coquery-Vidrovich qui fut à l'origine de l'invention de la

notion de « mode de production africain » et de sa théorisation dans le champ de la sociologie historique et économique sur l'Afrique.

(12) Voir par exemple l'étude de Pierre Bonnafé « Une classe d'âge politique : la J.M.N.R. », *Cahiers d'études africaines*, vol. XIII, pp. 327-368, 1968.

(13) Florence Bernault, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale : Congo-Brazzaville, Gabon : 1940-1965*, Paris, Karthala, 1996

(14) Henri Ossébi, Affirmation ethnique et discours idéologique au Congo : essai d'interprétation, thèse de doctorat de 3e cycle, Paris V, 1982 ; Elo Dacy & Abel Kouvouama, « Conscience ethnique et conscience de classe au Congo », *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Vol 1*, 1985 ; Elikia M'Bokolo, *L'Afrique au XXème siècle, le continent convoité*, Paris, Seuil, 1985 ; Patrice Yengo, *La Guerre civile du Congo-Brazzaville, 1993-2002 : chacun aura sa part*, Paris, Karthala, 2006

(15) Georges Balandier, « Messianisme et nationalisme en Afrique Noire », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Paris, PUF, 1953, Vol. XIV, p.43 ; Martial Sinda, *Le messianisme congolais et ses incidences politiques*, Paris,



Payot, 1972, p.16 ; A. Kouvouama, « Messianisme et idéologie », *Document de travail N°7*, EHESS, Centre d'Études Africaines, Paris, 1982 ; Mwene-Batende, *Mouvements messianiques et protestations sociales : le cas du Kitawala chez les Kumu du Zaïre*, Kinshasa, Faculté de théologie catholique, 1983 ; Susan Asch, *L'Église du Prophète Kimbangu de ses origines à son rôle actuel au Zaïre (1921-1981)*, Paris, Karthala, 1983 ; Abel Kouvouama, « Les mythes du salut », *Encyclopédie Mythes et croyances du monde entier, Tome III*, Paris, Éditions Lidis-Brepols, 1985, pp.208-215 ; Philippe Kabongo-Mbaya, *Église du Christ au Zaïre : analyse historique et sociologique de sa formation et recherche étiologique de ses déterminants, 1878-1978*, thèse de doctorat en sciences des religions, Université de Strasbourg II, 1989 ; Joseph





Tonda & Abel Kouvouama, *Nature des recours thérapeutiques et modalités de recherche de la guérison au Congo*, Brazzaville, Orstom, 1990 ; Mac Gaffey, « Religion, class and social pluralism in Zaïre », *Canadian journal of african studies*, N° 24 (2) 249-264, 1990 ; Pius Ngandu Nkashama, *Églises nouvelles et mouvements religieux. L'exemple zaïrois*, Paris, l'Harmattan, 1990 ; Isidore Ndaywell E. Nziem, *La société zaïroise dans le miroir de son discours religieux*, 1990-1993, Bruxelles, Institut africain, CEDAF, 1993 ; Marc-Éric Gurenais, Abel Kouvouama, Joseph Tonda, *Prophètes, prophéties et mouvements religieux dans le Congo contemporain*, Paris, Orstom, 1992 ; *Cahiers des religions africaines*, « Sectes, cultures et sociétés : les enjeux spirituels du temps présent », n°27-28 (53-56), Kinshasa, 1993-1994 ; Didier Gondola, Kimbanguisme et Matsouanisme, « Traitement colonial et survivances post-coloniales », *Histoire africaine du XX<sup>e</sup> siècle, Sociétés-villes-culture*, Paris, L'Harmattan, 1994. Joseph Tonda & Jean-Pierre Missié, *Les Églises et la société congolaise aujourd'hui. Économie religieuse de la misère en société postcoloniale*, Paris, L'Harmattan, 2007.

(16) Rémy Bazenguissa-Ganga, *Les Voies du politique au Congo*, Karthala, Paris, 1997 ; Patrice Yengo (dir.) *Identités et démocratie*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; Abel Kouvouama, *Modernité africaine. Figures du politique et du religieux*, Paris, Éditions Paari, 2002

(17) Matondo Kubu Turé & Abel Kouvouama, « Le rôle de l'imaginaire dans la chanson congolo-zaïroise », *Revue Cataractes* n° 1, Département de littérature française, Université Marien Ngouabi, Brazzaville ; voir également les numéros des *Cahiers Congolais de l'imaginaire* (1 à 4) du Groupe de recherches sur l'imaginaire (GRILAN) du Laboratoire d'anthropologie et d'histoire, Faculté des Lettres et des sciences humaines.

(18) Voir notamment : Buakassa Tulu Kia Mpansu, *L'impensé du discours. « Kindoki » et « nkisi » en pays Kongo du Zaïre*, Presses universitaires du Zaïre, Kinshasa, 1977.

(19) Eliou Marie, *La formation de la conscience nationale en République populaire du Congo*, Paris, Anthropos, 1977 ; André Guichaoua, *Destins paysans et politiques agraires en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 1989 ; Suzie Guth, « L'école au Congo-Brazzaville vue par la Sem-

aine Africaine », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n°1/2002.

(20) Département de Sociologie, *La sociologie des bars*, Université Marien Ngouabi, Brazzaville, 1985, (doc. ronéoté ; il s'agit d'un document inédit qui restitue l'histoire des bars et leur poids social dans la société congolaise) ; Élisabeth Dorier-Apprill, Abel Kouvouama, Christophe Apprill, Nicolas Martin-Granel, *Vivre à Brazzaville. Modernité et crise au quotidien*, Karthala, Paris, 1998 ; *Revue Rupture*, « Les deux Congos dans la tourmente », Paris, Karthala, 2002 ; J. Tonda (coord.), « Rites et dépossessions », *Revue Rupture-Solidarité* N° 4, col. Mutations et défis en Afrique centrale, Paris, Karthala.

(21) Lire notamment : Régine Oboa-Thicaya, *L'esprit d'entreprise chez les femmes congolaises. Le cas de l'alimentation, de l'habillement, de la coiffure et des soins du corps*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris-Descartes, UFR de Sciences Humaines et Sociales - Sorbonne).

(22) Dimonfu Lapika, N'yanga Nzo Kiyulu : « La crise des sciences sociales », *Revue africaine des Sciences Sociales et Humaines*, vol. 1, CERDASS, Kinshasa, Juillet 1990, p. 11 ; Émile Bongeli Yeikelo Ya Ato, *Sociologie et sociologues africains. Pour une recherche sociale citoyenne au Congo-Kinshasa*, Paris, L'Harmattan, 2002.



## Informations éditoriales

La *Lettre* de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française est adressée  
- à tous ses membres par voie électronique  
- à ses partenaires institutionnels ou scientifiques

### Responsable éditorial :

André Petitat

### Conception :

Sophie Le Garrec

### Réalisation :

Odile Saint Raymond

**Crédits photos :** Philippe Delbos, Ronald Moisan, Anne Péré, Mircea Vultur, [www.photo-libre.com](http://www.photo-libre.com)

**Contact :** <[aislf@univ-tlse2.fr](mailto:aislf@univ-tlse2.fr)>

**Retrouvez la *Lettre* sur notre site Internet :**

[www.aislf.org](http://www.aislf.org)